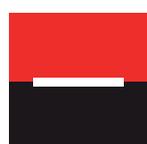


COMMUNICATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2024



الشركة العامة
SOCIETE GENERALE

COMMUNICATION FINANCIÈRE

2024

Le Conseil de Surveillance de Société Générale Maroc, présidé par M. Moulay Hafid Elalamy, s'est réuni le 25 mars 2025 pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 31 décembre 2024.

FAIT MARQUANT 2024 : CHANGEMENT D'ACTIONNAIRE PRINCIPAL

En 2024, le Groupe Saham a acquis la participation du Groupe Société Générale dans Société Générale Maroc, marquant ainsi un tournant stratégique pour la banque. Cette transition a été menée conformément au plan établi, avec pour objectif d'assurer une intégration fluide et une déconnexion progressive des systèmes et processus du Groupe Société Générale. Grâce à des efforts soutenus, la cession a été réalisée sans impact sur la qualité des services rendus aux clients.

DYNAMIQUE COMMERCIALE SOUTENUE

Dans ce contexte de transition, l'année 2024 a été marquée par une croissance soutenue des dépôts qui s'établissent à 80 133 MAD (+8,94 % par rapport à 2023).

Les encours de crédits ont atteint 93 973 MMAD et le Produit Net Bancaire (PNB consolidé) ressort à 5 807 MMAD (+4,17 %).

RÉSULTATS IMPACTÉS PAR DES ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS

Les résultats financiers de 2024 ont été affectés principalement par deux éléments exceptionnels :

- Une provision liée au programme d'autonomisation ;
- Un contrôle fiscal.

L'impact de ces éléments totalise près de 800 MMAD sur le résultat social.

Hors impact de ces éléments, le Résultat Net Social s'établit à 1 215 MDH et le Résultat Net Consolidé à près de 1 400 MMAD.

Après intégration des éléments exceptionnels, le Résultat Net Consolidé s'établit à 795 MMAD (-41,61 %).

FONDAMENTAUX FINANCIERS SOLIDES

Les ratios prudentiels sont solides, au-delà des exigences réglementaires et se situent parmi les meilleurs du marché :

- Les fonds propres de la banque s'établissent à 15 541 MMAD.
- Le ratio de solvabilité est à 14,61 %.
- Le ratio Core Tier 1 est à 13,86 %.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ET DE RENTABILITÉ PROMETTEUSES

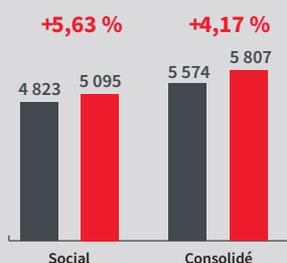
L'année 2024 permet à Société Générale Maroc de se projeter avec confiance dans l'avenir.

Les fondamentaux financiers, l'engagement des équipes et la transformation des process et modèles relationnels sont les garants d'un avenir encore plus prometteur, permettant à la banque de s'affirmer davantage parmi les partenaires les plus fiables de ses clients.

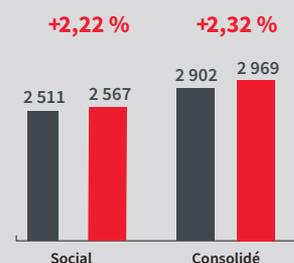
Plutôt qu'une quête de taille, l'ambition de la banque est de se distinguer par l'efficacité et l'efficience au service de ses clients.

PRINCIPAUX INDICATEURS AU 31/12/2024

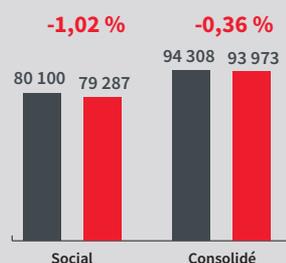
PRODUIT NET BANCAIRE (en Mmad)



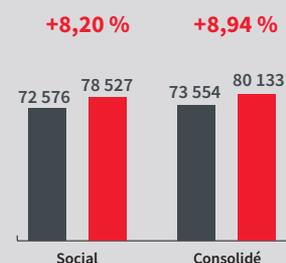
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (en Mmad)



ENCOURS CRÉDITS (en Mmad)



ENCOURS DÉPÔTS* (en Mmad)



* Hors certificats de dépôt

■ Déc. 2024 ■ Déc. 2023

ÉTAT AI : ÉTAT DES PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes sociaux de la Société Générale Maroc sont préparés conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). L'objectif de ces comptes est de présenter une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Banque.

1. CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances comptabilisées, qui concernent aussi bien les établissements de crédits que les créances sur la clientèle, sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique et ce, comme suit :

- Créances sur les établissements de crédits et assimilés à vue et à terme ;
- Crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers et autres crédits ;
- Créances acquises par affacturage.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit ou clientèle).

Les créances en souffrance

Les créances en souffrance sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur régissant l'activité des établissements de crédit. Ces créances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par ladite réglementation, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles. Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont, quant à elles, constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable.

2. DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur les dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3. PORTEFEUILLE TITRES

Les titres sont classés en fonction de l'intention de leur détention en titres de transaction, titres d'investissements, titres de placements ou titres de participations.

• Titres de transaction

Ces titres sont acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé actif. Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat, frais de transaction exclus, coupons courus inclus. A chaque arrêté comptable, la différence résultant des variations de prix de marché est portée directement au compte de produits et charges.

• Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

À chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

• Titres d'investissement

Ils correspondent à des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à la date de leur échéance.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus et coupons courus inclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

• Titres de participation

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

• Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les titres cédés continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan. Aucune provision n'est constatée en cas de dépréciation des titres reçus mais les intérêts courus sur la créance sont constatés.

4. OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou « autres passifs » selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et les charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminuées des amortissements cumulés calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

6. PROVISIONS

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non à des opérations bancaires.

- Les provisions pour risques et charges : sont constituées en cas d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue.
- Provisions pour risques généraux : Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.
- Les provisions réglementées : sont constituées en application des dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales.

7. PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Les intérêts correspondent aux produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation. Les commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation.

8. CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

COMPTES SOCIAUX AGRÉGÉS AU 31/12/2024

BILAN AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 297 501	1 490 953
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 199 287	11 759 304
. À vue	1 644 055	2 529 401
. À terme	7 555 232	9 229 903
Créances sur la clientèle	77 569 323	78 194 822
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	27 253 485	28 450 811
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	20 216 390	20 610 708
. Crédits et financements participatifs immobiliers	26 162 105	24 708 338
. Autres crédits et financements participatifs	3 937 343	4 424 964
Créances acquises par affacturage	1 717 631	1 905 482
Titres de transaction et de placement	2 829 125	2 198 460
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 715 325	2 181 314
. Autres titres de créance	96 656	-
. Certificat de SUKUK	-	-
. Titres de propriété	17 144	17 146
Autres actifs	1 910 917	1 168 738
Titres d'investissement	7 993 308	6 945 273
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 993 308	6 945 273
. Autres titres de créance	-	-
. Certificat de SUKUK	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	2 290 004	2 380 769
. Participation dans les entreprises liées	1 717 481	1 811 813
. Autres titres de participation et emplois assimilés	572 523	568 956
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	1 129 449	1 229 135
Immobilisations corporelles	1 200 826	1 048 834
TOTAL DE L'ACTIF	113 137 371	108 321 768

HORS BILAN AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
HORS BILAN	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNÉS	22 241 375	24 357 352
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 747 237	8 228 241
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 050 640	3 805 796
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	13 191 287	12 323 315
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	252 210	-
ENGAGEMENTS REÇUS	12 845 526	14 269 095
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 711 705	6 288 316
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	8 133 820	7 980 779
Titres vendus à réméré	-	-
Titre de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMpte DE PRODUITS ET CHARGES AGRÉGÉ DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	6 619 815	6 298 232
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	431 681	365 838
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 856 403	3 764 553
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	185 410	154 713
4. Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	259 019	219 397
5. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
6. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
7. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8. Commissions sur prestations de service	758 199	730 545
9. Autres produits bancaires	1 129 073	1 063 143
10. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	30	42
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 525 295	1 475 137
11. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	241 202	245 698
12. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	435 170	371 727
13. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	287 364	286 520
14. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
15. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
16. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
17. Autres charges bancaires	553 962	566 877
18. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	7 596	4 315
III. PRODUIT NET BANCAIRE	5 094 520	4 823 096
19. Produits d'exploitation non bancaire	159 032	142 215
20. Charges d'exploitation non bancaire	72 338	65 282
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	2 493 855	2 382 072
21. Charges de personnel	1 125 629	1 100 992
22. Impôts et taxes	45 985	47 115
23. Charges externes	877 854	840 941
24. Autres charges générales d'exploitation	18 374	15 309
25. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	426 014	377 715
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	3 657 546	2 690 616
26. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 984 591	1 646 038
27. Pertes sur créances irrécouvrables	758 827	649 537
28. Autres dotations aux provisions	914 128	395 041
VI. REPRIS DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	2 142 914	2 064 648
29. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	2 071 622	1 891 007
30. Récupérations sur créances amorties	12 788	23 097
31. Autres reprises de provisions	58 504	150 544
VII. RÉSULTAT COURANT	1 172 727	1 891 989
32. Produits non courants	21 112	88 054
33. Charges non courantes	146 772	201 695
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 047 066	1 778 348
34. Impôts sur les résultats	657 780	686 490
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	389 286	1 091 858
TOTAL PRODUITS	8 942 873	8 593 150
TOTAL CHARGES	8 553 586	7 501 291
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	389 286	1 091 858

	En milliers de Dirhams	
PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	102 849
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 067 865	7 842 041
. À vue	491 887	637 638
. À terme	5 575 978	7 204 403
Dépôts de la clientèle	78 522 010	72 572 087
. Comptes à vue créditeurs	60 630 279	54 371 291
. Comptes d'épargne	10 058 883	10 196 751
. Dépôts à terme	3 676 026	3 836 164
. Autres comptes créditeurs	4 156 822	4 167 881
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	5 417	3 487
Titres de créance émis	6 647 642	8 075 990
. Titres de créance négociables émis	6 647 642	8 075 990
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	4 399 739	3 068 919
Provisions pour risques et charges	2 445 342	1 655 897
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	1 634 402	1 634 601
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	283 003	213 233
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	10 590 165	9 908 307
Capital	2 152 500	2 152 500
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	389 286	1 091 858
TOTAL DU PASSIF	113 137 371	108 321 768

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	31/12/2024	31/12/2023
1.(+) Intérêts et produits assimilés	4 333 211	4 167 635
2.(-) Intérêts et charges assimilés	963 736	903 945
MARGE D'INTÉRÊT	3 369 475	3 263 690
3.(+) Produits sur financements participatifs	140 283	117 469
4.(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	140 283	117 469
5.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
7.(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8.(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
9.(+) Commissions perçues	841 485	811 960
10.(-) Commissions servies	98 394	92 532
Marge sur commissions	743 091	719 428
11.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	119 611	84 002
12.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	180	207
13.(+) Résultat des opérations de change	615 092	570 870
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-1 363	1 347
Résultat des opérations de marché	733 521	656 426
15.(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
16.(+) Divers autres produits bancaires	260 098	220 419
17.(-) Diverses autres charges bancaires	144 381	150 064
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL	-7 566	-4 273
PRODUIT NET BANCAIRE	5 094 520	4 823 096
18.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-88 040	-2 893
19.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	126 772	137 859
20.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	72 338	64 681
21.(-) Charges générales d'exploitation	2 493 855	2 382 072
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 567 059	2 511 310
22.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	659 009	381 471
23.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	735 323	237 849
RÉSULTAT COURANT	1 172 727	1 891 989
RÉSULTAT NON COURANT	-125 661	-113 641
24.(-) Impôts sur les résultats	657 780	686 490
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	389 286	1 091 858

	En milliers de Dirhams	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2024	31/12/2023
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	389 286	1 091 858
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	426 014	377 715
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	120 301	6 648
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	447 911	339 887
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	20 000	20 000
25.(-) Reprises de provisions	76 622	145 121
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	147	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	32 260	4 356
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	601
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	1 294 777	1 687 232
31.(-) Bénéfices distribués	410 000	410 000
(+) AUTOFINANCEMENT	884 777	1 277 232

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams			
CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2023	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2024
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	9 908 307	681 858	-	10 590 165
Réserve légale	205 000	10 250	-	215 250
Autres réserves	9 105 807	671 608	-	9 777 415
Primes d'émission, de fusion et d'apport	597 500	-	-	597 500
Capital	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital appelé	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 091 858	-1 091 858	389 286	389 286
TOTAL	13 152 665	-410 000	389 286	13 131 951

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	5 881 840	5 937 364
2.(+) Récupérations sur créances amorties	12 788	23 097
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	180 144	230 269
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 525 295	-1 475 137
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-219 110	-266 977
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-2 067 842	-2 004 357
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-657 780	-686 490
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 604 745	1 757 769
Variation des :		
8.(-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 560 017	-5 661 970
9.(-) Créances sur la clientèle	813 351	981 565
10.(-) Titres de transaction et de placement	-630 665	-190 026
11.(-) Autres actifs	-742 179	-37 844
12.(+) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
13.(-) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
14.(+) Immobilisation données en Ijara	-	-
15.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés	-	-
16.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 877 025	-1 483 526
17.(+) Dépôts de la clientèle	5 949 923	862 271
18.(+) Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	1 930	-912
19.(+) Titres de créance émis	-1 428 348	-266 159
20.(+) Autres passifs	1 330 820	23 403
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	5 977 822	-5 773 198
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	7 582 568	-4 015 429
21.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	90 765	-
22.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
23.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-1 048 035	786 235
24.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-478 320	-513 810
25.(+) Intérêts perçus	-	-
26.(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-1 435 590	272 425
27.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
28.(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
29.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
30.(+) Emission d'actions	-	-
31.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-199	3 300
32.(-) Dépôts d'investissement remboursés	69 770	11 823
33.(-) Intérêts versés	-	-
34.(-) Rémunération versées sur DI et Wakala Bil Istithmar	-	-
35.(-) Dividendes versés	-410 000	-410 000
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-340 429	-394 877
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	5 806 549	-4 137 882
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 490 953	5 628 834
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	7 297 502	1 490 952

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31/12/2024

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévue par le plan de comptable des établissements de crédit (PCEC)
Les États de Synthèse sont conformes à la présentation stipulée dans le PCEC.

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2024

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 31/12/2024

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 31/12/2024

CRÉANCES	En milliers de Dirhams				
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	5 482 576	-	393 219	1 090 669	6 966 464
VALEURS REÇUES EN PENSION	-	4 128 640	-	-	4 128 640
- au jour le jour	-	-	-	-	2 228 398
- à terme	-	4 128 640	-	-	4 128 640
PRÊTS DE TRÉSORERIE	-	-	858 881	443 772	1 302 653
- au jour le jour	-	-	30	143 582	1 992 714
- à terme	-	-	858 851	300 190	3 440 238
PRÊTS FINANCIERS	-	-	1 455 193	-	1 455 193
CRÉANCES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉANCES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	676 065	126 976	-	803 041
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	1 176	15 712	8 984	25 872
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-
Dont créances en souffrance sur financements participatifs	-	-	-	-	-
TOTAL	5 482 576	4 805 881	2 849 981	1 543 425	14 681 863

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2024

CRÉANCES	En milliers de Dirhams			
	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE	3 350 586	267 857	18 056 141	197 699
- Comptes à vue débiteurs	354 155	267 857	6 146 613	183 818
- Créances commerciales sur le Maroc	521 429	-	3 797 299	-
- Crédits à l'exportation	-	-	83 443	-
- Autres crédits de trésorerie	2 475 002	-	8 028 786	13 881
- Salam	-	-	-	-
- Autre financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À LA CONSOMMATION	-	-	8 905	5 284 540
- Crédits à la consommation	-	-	8 905	5 100 904
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	183 418
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-
- Autre financements participatifs à la consommation	-	-	-	218
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT	5 216 662	-	14 497 507	371 896
- Crédits à l'équipement	5 216 662	-	14 393 432	371 896
- Mourabaha à l'équipement	-	-	104 075	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-
- Autre financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	461 019	2 279 897	23 352 904
- Crédits immobiliers	-	461 019	2 279 897	19 491 281
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	3 861 623
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-
AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	102 393	195 787
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 078 986	-	638 645	-
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	-	-	286 365
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	39 494	2 290 228	1 309 442
Créances pré-douteuses	-	31 482	1 052 838	515 790
- Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs	-	-	-	8 566
Créances douteuses	-	555	433 327	177 430
- Dont créances douteuses sur financements participatifs	-	-	-	6 998
Créances compromises	-	7 457	804 063	616 222
- Dont créances compromises sur financements participatifs	-	-	-	1 923
TOTAL	9 646 234	768 370	37 873 716	30 998 632

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 31/12/2024

TITRES	En milliers de Dirhams				
	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés financiers	Émetteurs privés non financiers	Total
TITRES COTÉS	-	-	-	17 144	17 144
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	17 144	17 144
TITRES NON COTÉS	-	10 805 289	-	-	10 805 289
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	10 708 633	-	-	10 708 633
Obligations	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	96 656	-	-	96 656
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-
TOTAL	-	10 805 289	-	17 144	10 822 433

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2024

TITRES	En milliers de Dirhams					
	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	2 811 981	2 715 325	2 715 325	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 715 325	2 715 325	2 715 325	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	96 656	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	17 144	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	17 144	-	-	-	-	176
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	17 144	-	-	-	-	176
TITRES D'INVESTISSEMENT	7 993 308	10 124 065	10 090 153	131 836	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 993 308	10 124 065	10 090 153	131 836	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2024

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	1 081 080	783 729
Valeurs et emplois divers	3 344	9 417
Comptes de régularisation	826 494	375 592
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	1 910 917	1 168 738

ACTIFS À RISQUE, RESTRUCTURÉS, IMPRODUCTIFS ET EN SOUFFRANCE AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Créances en Souffrance	11 263 682	11 868 158
Watchlist	3 364 777	3 458 369

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en % 31/12/2024	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	Produits inscrits au CPC
A - Participations dans les entreprises liées				2 003 421	1 716 249	-	2 679 216	269 667	5 049 767
SOGLEASE	ACTIVITES FINANCIERES	250 600	100,00%	250 600	250 600	31/12/2023	614 300	65 622	2 461 650
SOGECAPITAL GESTION	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	99,95%	999	999	31/12/2023	44 407	43 302	85 179
INVESTIMA	GESTION VALEURS MOBILIERES	105 000	58,48%	85 421	85 421	31/12/2023	196 279	8 045	37 842
SOGECAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	15 000	100,00%	14 999	14 999	31/12/2023	23 315	248	12 179
SOGCONTACT	CENTRE D'APPEL	300	99,87%	300	300	31/12/2023	5 718	3 537	22 038
SOGECAPITAL PLACEMENT	GESTION D'ACTIFS	1 000	99,97%	999	999	31/12/2023	1 625	523	4 129
FONCIMMO	ACTIVITES IMMOBILIERES	50 000	100,00%	50 000	19 140	30/11/2023	18 989	-805	11 575
ATHENA COURTAGE	ASSURANCE	300	96,93%	291	291	31/12/2023	63 869	63 354	98 418
BANQUE OFFSHORE	BANQUE	500	99,92%	5 052	5 052	31/12/2023	10 355	2 716	8 188
SOGEFINANCEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	100,00%	30 000	30 000	31/12/2022	45 700	-1542	291
CREDIT EQDOM	ACTIVITES FINANCIERES	167 025	53,72%	1 190 493	937 617	31/12/2023	1 468 052	89 894	2 273 595
SOGEFONCIERE	ACTIVITES IMMOBILIERES	-	100,00%	355 000	355 000	31/12/2022	195 166	-2872	28 518
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	-	99,99%	6 000	4 274	31/12/2023	3 351	-1524	1 811
SG EPARGNE PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,84%	1 000	1 000	-	-	-	-
FCP SG COURT TERME OBLIG	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,03%	999	999	-	-	-	-
FCP SG OPTIMAL PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,44%	999	999	-	-	-	-
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	2,93%	360	360	-	-	-	-
FCP INVEST EQUILIBRE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,15%	999	1 000	-	-	-	-
FCP SG CASH Garantie	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,06%	900	900	-	-	-	-
FCP HORIZON FLEXIBLE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,56%	999	999	-	-	-	-
SICAV SG EXPANSION	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,18%	133	60	-	-	-	-
SICAV SG VALEUR	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,04%	543	208	-	-	-	-
SICAV SG PERSPECTIVES	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	17	7	-	-	-	-
SICAV SG OBLIG PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,02%	584	238	-	-	-	-
FCP HORIZON PREMIUM	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,37%	999	999	-	-	-	-
NEMA CAPITAL	ACTIVITES FINANCIERES	-	49,99%	500	500	31/12/2023	-11 910	-831	4 354
FCP HORIZON DISRIPERF	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,81%	999	999	-	-	-	-
FCP HORIZON OBLIG TRESOR	ACTIVITES FINANCIERES	-	56,48%	999	999	-	-	-	-
Alliances Développement	ACTIVITES IMMOBILIERES	-	0,00%	187	187	-	-	-	-
FCP HORIZON MID & SMALL CAP	ACTIVITES FINANCIERES	-	3,18%	1 000	1 000	-	-	-	-
F.C.P. SG CASH PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	50	50	-	-	-	-
FCP HORIZON REASURY FUND	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,10%	999	-	-	-	-	-
B - Autres titres de participation				492 171	492 171				
C/C SCI GPBM	ACTIVITES IMMOBILIERES	-	0,00%	724	724	-	-	-	-
C/C FONCIMMO	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	-	0,00%	34 094	34 094	-	-	-	-
C/C ECOAPARC DE BERREACHID	ZONE INDUSTRIELLE	-	0,00%	4 341	4 341	-	-	-	-
C/C NEMA CAPITAL	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	2 300	2 300	-	-	-	-
C/C D'ASSOCIES SOGEFONCIERE	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	-	0,00%	60 000	60 000	-	-	-	-
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCE	231 750	49,00%	390 712	390 712	-	-	-	-
C - Emplois assimilés				82 717	81 636		2 308 493	314 006	6 487 557
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	75 000	0,00%	-	-	-	-	-	-
FINEA	ACTIVITES FINANCIERES	180	0,22%	344	344	31/12/2022	-	40 140	187 046
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315	0,03%	697	697	31/12/2022	1 771 594	217 116	6 042 676
GPBM SCI	ACTIVITES IMMOBILIERES	19 005	0,00%	1 267	1 267	-	-	-	-
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500	16,00%	1 840	1 840	-	-	-	-
RECOURS	AUTRES ACTIVITES	2 500	0,00%	250	250	-	-	-	-
SANOFI PHARMA MAROC	ACTIVITES INDUSTRIELLES	44 513	0,00%	22	22	-	-	-	-
SETTAPARK	ZONE INDUSTRIELLE	-	16,33%	6 530	5 450	31/12/2023	21 248	329	12 357
PME CROISSANCE	ACTIVITES FINANCIERES	452 135	13,16%	24 058	24 058	30/06/2023	347 325	19 561	-
SAHAM ASSISTANCE	ACTIVITES SERVICES	-	0,00%	-	-	-	-	-	-
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	37 450	3,30%	1 229	1 229	-	-	-	-
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	1,76%	351	351	-	-	-	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	98 200	11,20%	11 000	11 000	-	-	-	-
ECOPARC DE BERREACHID	ZONE INDUSTRIELLE	55 000	20,00%	11 000	11 000	31/12/2023	915	2 369	53 821
SOGEPIB	ZONE INDUSTRIELLE	18 000	5,00%	900	900	31/12/2023	33 400	7 856	24 760
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	10,00%	5 339	5 339	31/12/2023	69 533	11 907	117 062
PORTNET	ACTIVITES INFORMATIQUES	6 000	2,65%	300	300	-	-	-	-
BVC	ACTIVITES FINANCIERES	387 518	2,99%	11 765	11 765	-	-	-	-
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	145	145	-	-	-	-
SOCIETE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	5,88%	59	59	-	-	-	-
SOGEPOS	ZONE INDUSTRIELLE	35 000	13,20%	4 622	4 622	31/12/2023	64 478	14 728	49 835
FCP SG SOCIAL IMPAC FUND	ACTIVITES FINANCIERES	-	1,44%	999	999	-	-	-	-
Titres de Moucharaka	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe									
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de Moudaraba	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte							5 201 908	614 000	13 034 317
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général				2 578 308	2 290 004				

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 31/12/2024

CRÉANCES	MONTANT					
	31/12/2024		31/12/2023		31/12/2023	
	Brut 1	Prov. 2	Net 3	Net 4	Net 5	Net 6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés						
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2024

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé				En milliers de Dirhams		
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2024		31/12/2023	
					31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue créditeurs	905 337	795 959	26 449 478	32 479 477	60 630 251	54 371 271		
Compte d'épargne	-	-	-	10 057 691	10 057 691	10 195 559		
Dépôts à terme	-	-	779 364	2 865 464	3 644 828	3 801 862		
Autres comptes créditeurs (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	97 635	1 743 833	2 315 354	4 156 822	4 167 881		
Intérêts courus à payer	-	-	-	32 418	32 418	35 515		
TOTAL	905 337	893 594	28 972 675	47 750 403	78 522 010	72 572 088		

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2024

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	395	318
Créditeurs divers	1 701 990	1 485 047
Comptes de régularisation	2 697 354	1 583 554
TOTAL	4 399 739	3 068 919

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2024

DETTES	En milliers de Dirhams					
	Établissements de crédits et assimilés au Maroc				Établissements de crédit à l'étranger	
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	-	2 874	309 995	174 900	487 769	736 248
VALEURS DONNÉES EN PENSION	1 563 009	-	-	-	1 563 009	1 086 636
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 563 009	-	-	-	1 563 009	1 086 636
EMPRUNT DE TRÉSORERIE	1 562 000	1 011 140	-	81 299	2 654 439	5 083 494
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 562 000	1 011 140	-	81 299	2 654 439	5 083 494
EMPRUNTS FINANCIERS	9 142	-	-	276 496	285 638	616 557
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	1 065 404	3 015	-	1 068 419	383 271
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	1 411	-	-	7 179	8 590	38 685
TOTAL	3 135 562	2 079 418	313 010	539 874	6 067 864	7 944 890

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT									
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
- Crédit-bail mobilier en cours									
- Crédit-bail mobilier loué									
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
- Crédit-bail immobilier en cours									
- Crédit-bail immobilier loué									
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE									
Biens mobiliers en location simple									
Biens immobiliers en location simple									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Loyers en souffrance									
Total									

NEANT

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice*	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortis. et/ou prov. début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
- Droit au bail	142 281	-	-	142 281	-	-	-	142 281	
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	2 516 264	173 834	858	2 689 241	1 429 411	273 520	858	987 168	
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 492 040	3 613	100	1 495 553	1 055 490	40 507	28	399 584	
. Terrain d'exploitation	122 984	-	-	122 984	-	-	-	122 984	
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	1 369 056	3 613	100	1 372 569	1 055 490	40 507	28	276 600	
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-	
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	619 736	231 423	5 872	845 286	446 351	51 736	5 737	352 937	
. Mobilier de bureau d'exploitation	127 889	5 458	2 527	130 820	104 069	5 340	2 406	23 817	
. Matériel de bureau d'exploitation	14 365	137	58	14 444	12 856	428	47	1 207	
. Matériel informatique	358 902	224 432	2 979	580 355	247 243	40 157	2 979	295 935	
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	106	-	-	106	104	1	-	-	
. Autres matériels d'exploitation	118 474	1 395	308	119 561	82 079	5 810	305	31 978	
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	1 457 711	46 296	245	1 503 762	1 145 711	53 884	10 929	315 096	
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	372 626	12 678	161	385 143	245 729	6 366	161	133 209	
. Terrains hors exploitation	25 398	-	-	25 398	-	-	-	25 398	
. Immeubles hors exploitation	74 828	-	-	74 828	63 417	1 479	-	9 932	
. Mobilier et matériel hors exploitation	55 660	73	161	55 572	52 956	605	161	2 172	
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	216 739	12 605	-	229 344	129 355	4 283	-	95 707	
Total	6 600 659	467 844	7 237	7 061 266	4 322 690	426 014	17 713	4 730 991	2 330 275

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
26/06/2024	Immeubles d'exploitation, Bureaux	3 930	1 009	2 921	-	-	-2 921
26/09/2024	Immeubles d'exploitation, Bureaux	7 605	2 170	5 435	-	-	-5 435
29/09/2024	Immeubles d'exploitation, Bureaux	1 521	436	1 085	-	-	-1 085
01/10/2024	Immeubles d'exploitation, Bureaux	77 568	21 935	55 634	-	-	-55 634
10/10/2024	Immeubles d'exploitation, Bureaux	1 521	431	1 090	-	-	-1 090
26/02/2024	Immeubles d'exploitation, Bureaux	8 130	2 087	6 043	-	-	-6 043
26/02/2024	Matériel de bureau d'exploitation	58 390	47 026	11 364	-	-	-11 364
11/06/2024	Autres matériels d'exploitation DMG	1 266	1 266	-	-	-	-
26/02/2024	Autres matériels d'exploitation DMG	278 753	275 697	3 056	-	-	-3 056
06/02/2024	Autres matériels d'exploitation DMG	3 136	3 136	-	-	-	-
26/02/2024	Autres matériels d'exploitation	2 754	2 754	-	-	-	-
23/05/2024	Matériel informatique	2 556 058	2 556 058	-	-	-	-
22/05/2024	Matériel informatique	423 263	423 263	-	-	-	-
26/02/2024	Matériel sécurité surveillance	22 159	22 159	-	-	-	-
22/05/2024	Agencement aménagement	86 409	85 755	654	-	-	-654
05/06/2024	Mobilier d'exploitation	3 244	3 055	189	-	-	-189
11/06/2024	Mobilier d'exploitation	11 519	11 519	-	-	-	-
26/06/2024	Mobilier d'exploitation	9 431	8 837	594	-	-	-594
26/02/2024	Mobilier d'exploitation	2 493 575	2 373 744	119 831	-	-	-119 831
03/02/2024	Mobilier d'exploitation	2 484	2 484	-	-	-	-
29/02/2024	Mobilier d'exploitation	1 300	1 300	-	-	-	-
04/04/2024	Mobilier d'exploitation	4 995	4 995	-	-	-	-
26/06/2024	Agencement exploitation	787	787	-	-	-	-
26/02/2024	Agencement exploitation	128 276	126 307	1 969	-	-	-1 969
04/04/2024	Agencement exploitation	30 010	30 010	-	-	-	-
26/02/2024	Matériel mobilier hors exploitation	161 023	161 023	-	-	-	-
26/02/2024	Logiciels finis	446 786	446 786	-	-	-	-
22/05/2024	Logiciels finis	410 716	410 716	-	-	-	-
Total		7 236 610	7 026 745	209 865	-	-	-209 865

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams

NATURE TITRES	CARACTÉRISTIQUES				MONTANT	dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur Nominale Unitaire	Taux Nominal		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/10/2024	31/10/2025	100	2,92%	650 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	27/06/2024	27/03/2025	100	2,95%	250 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/10/2024	30/04/2025	100	3,37%	250 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	27/06/2024	27/06/2025	100	3,01%	950 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/02/2026	100	3,32%	500 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	30/05/2024	28/02/2025	100	3,70%	600 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	29/03/2026	100	3,41%	600 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	30/08/2024	02/03/2026	100	3,70%	800 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/06/2025	100	3,38%	500 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/10/2024	30/04/2026	100	3,03%	300 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	30/08/2024	29/08/2025	100	3,09%	700 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	18/12/2025	100	3,31%	450 000	-	-	-
TOTAL					6 550 000			

PROVISIONS AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams						
PROVISIONS	Encours 31/12/2023	Dotations	Reprise	Écart de conversion	Autres variations	Encours 31/12/2024
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	7 947 553	1 940 625	1 981 477	-	579	7 906 122
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	7 778 641	1 820 324	1 981 477	-	395	7 617 093
Titres de placement	360	-	-	-	184	176
Titres de participation et emplois assimilés	168 552	120 301	-	-	-	288 853
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	1 655 897	958 094	167 774	-	-875	2 445 342
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	306 718	139 620	90 145	-	-	356 192
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	865 837	447 911	76 622	-	-	1 237 127
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	483 342	370 563	1 007	-	-875	852 024
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	9 603 450	2 898 719	2 149 251	-	-296	10 351 464

DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams										
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaaleur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)	Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)
MAD	130 000		4,77 % (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	130 000	130 000	-	-
MAD	238 200		4,77 % (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	431 800		4,06 % (Taux révisable)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	749 500		4 % (Taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	50 500		4 % (Taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	6 500	6 500	-	-
Total	1 600 000						136 500	136 500		

(2) éventuellement indéterminée
(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2024

Rubrique	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Titres achetés à réméré	-	-
Titres à livrer	252 210	-
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	252 210	-
- Autres	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS		
Titres vendus à réméré	-	-
Titres à recevoir	-	-
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	-	-
- Autres	-	-

SUBVENTIONS FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams					
Réseau	Objet économique	Montant global	Montant à fin 2023	Utilisation 2024	Montant à fin 2024
Subventions					
Fonds publics affectés			NÉANT		
Fonds spéciaux de garantie					

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS AU 31/12/2024

TITRES	En milliers de Dirhams	
	Opérations de couverture 31/12/2024	31/12/2023
Opérations de change à terme	5 211 883	5 381 230
Devises à recevoir	442 999	1 124 278
Dirhams à livrer	316 221	860 421
Devises à livrer	2 286 652	1 821 540
Dirhams à recevoir	2 166 011	1 574 992
- Dont swaps financiers de devises	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-
TOTAL	5 211 883	5 381 230

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams				
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
8	28 990 150	19 553 949	4 721 013	514 723

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2024

ACTIF	En milliers de Dirhams					
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 076 421	464 973	567 845	633 635	-	6 742 874
Créances sur la clientèle	12 874 599	4 923 236	7 855 384	20 208 338	21 091 751	66 953 308
Titres de créances	-	253 887	1 362 278	4 647 801	1 597 506	7 861 472
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
IJARA	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIF	17 951 020	5 642 096	9 785 507	25 489 774	22 689 257	81 557 654

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2024 (suite)

PASSIF	En milliers de Dirhams					
	Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)	Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)	Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	586 566	3 630 882	-	285 638	-	4 503 086
Dettes envers la clientèle	679 418	1 215 078	1 619 123	162 406	-	3 676 025
Titres de créances émis	-	850 000	3 500 000	2 200 000	-	6 550 000
Emprunts subordonnés	-	-	800 000	800 000	-	1 600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIF	1 265 984	5 695 960	5 919 123	3 448 044	-	16 329 111
TOTAL	19 217 004	11 338 056	15 704 630	28 937 818	22 689 257	97 886 765

MARGE D'INTÉRÊT DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

INTÉRÊTS	En milliers de Dirhams			
	Montant 31/12/2024	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2023	Montant 31/12/2023
INTÉRÊTS PERÇUS	4 333 211	-	4 167 635	4 167 635
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	117 788	-	180 862	180 862
Dont Intérêts sur créances subordonnées	-	-	-	-
INTÉRÊTS VERSÉS	963 736	-	903 945	903 945
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	117 566	-	180 576	180 576
Dont Intérêts sur dettes subordonnées	67 715	-	64 552	64 552

COMMISSIONS	En milliers de Dirhams		
	Montant 31/12/2024	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2023
COMMISSIONS PERÇUES	841 485	-	811 960
Commissions sur engagements de financement donnés	99 452	-	104 256
Commissions sur engagements de garantie donnés	10 815	-	9 626
COMMISSIONS VERSÉES	98 394	-	92 532
Commissions sur engagements de financement reçus	1 241	-	489
Commissions sur engagements de garantie reçus	3 981	-	1 173

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature reçus	Montants des créances ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	258 031	-	-
Hypothèques	51 792 654	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	132 519 676	-	-
TOTAL	184 570 361	-	-

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature donnés	Montants des dettes ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	65 900	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	65 900	-	-

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams	
CATÉGORIE DES TITRES	PRODUITS PERÇUS
Titres de placement	-
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	257 094
Emplois assimilés	1 925
TOTAL	259 019

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PAR PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU 31/12/2024

1. VENTILATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

Pôle d'activité	En milliers de Dirhams		
	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Activité bancaire	5 094 520	1 172 727	1 047 066
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	5 094 520	1 172 727	1 047 066

2. VENTILATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Pôle d'activité	En milliers de Dirhams		
	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Maroc	5 094 520	1 172 727	1 047 066
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	5 094 520	1 172 727	1 047 066

COMMISSIONS DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

COMMISSIONS	Montant
COMMISSIONS PERÇUES :	881 901
sur opérations avec les établissements de crédit	804
sur opérations avec la clientèle	291 477
sur opérations de change	83 286
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	17 667
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	32 297
sur moyens de paiement	338 644
sur activités de conseil et d'assistance	4 594
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	113 132
COMMISSIONS VERSÉES	98 394
sur opérations avec les établissements de crédit	-
sur opérations avec la clientèle	-
sur opérations de change	3 293
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
sur moyens de paiement	89 637
sur activités de conseil et d'assistance	-
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	5 463

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2024

NATURE	En milliers de Dirhams			
	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	157 353	616 549	594 766	179 136
B. TVA à récupérer	106 561	248 861	260 536	94 885
. Sur charges	74 945	173 358	180 551	67 754
. Sur immobilisations	31 614	75 503	79 985	27 131
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	50 792	367 688	334 230	84 251

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

PRODUITS ET CHARGES	Montant
PRODUITS	1 044 704
Gains sur les titres de transaction	174 350
Plus value de cession sur titres de placement	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	180
Gains sur les produits dérivés	-
Gains sur les opérations de change	870 173
CHARGES	311 183
Pertes sur les titres de transaction	54 739
Moins value de cession sur titres de placement	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-
Pertes sur les produits dérivés	1 363
Pertes sur opérations de change	255 081
RÉSULTAT	733 521

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

CHARGES	Montant
CHARGES DE PERSONNEL	1 125 629
IMPÔTS ET TAXES	45 985
CHARGES EXTERNES	877 854
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	18 374
Dotations aux amortiss. et aux provisions des immob. incorporelles et corporelles	426 014

AUTRES PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Produits et charges	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	1 129 073
Autres charges bancaires	553 962
Produits et charges d'exploitation non bancaire	
Produits d'exploitation non bancaire	159 032
Charges d'exploitation non bancaire	72 338
Autres charges	
Dotation aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	3 657 546
Autres produits	
Reprises de provisions et recuperations sur créances amorties	2 142 914
Produits et charges non courants	
Produits non courants	21 112
Charges non courantes	146 772

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSON DES TITRES DE PLACEMENT, DES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2024

Date d'acquisition	Date de cession	Titres cédés	Valeur comptable brute	Provisions constituées	Valeur comptable nette	Produit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession	Taux d'abattement	Abattement
		Titres de placement								
		Titres de participation	3 027	-	3 027	35 287	32 260			
		Total	3 027	-	3 027	35 287	32 260			

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31/12/2024

INTITULÉS	En Dirhams	
	MONTANTS	MONTANTS
I - RÉSULTAT NET COMPTABLE	-	-
. Bénéfice net	389 286 860	-
. Perte nette	-	-
II - RÉINTÉGRATIONS FISCALES	2 248 069 820	-
1- Courantes	1 490 504 147	-
- Loyers sur véhicules de tourisme	2 645 628	-
- Dons	353 975	-
- Cadeaux à la clientèle	1 000 318	-
- Provisions pour CES Prédouteux et Douteux	500 420 241	-
- Provisions pour CES	100 327 174	-
- Provisions pour risques et charges	437 845 451	-
- Provisions pour risques Généraux	447 911 360	-
2- Non courantes	757 565 674	-
- Pénalités et Amendes Fiscales	5 882 575	-
- Autres Charges non courantes	2 977 703	-
- Impôts sur les sociétés	657 779 565	-
- Contribution Sociale de Solidarité (CSS)	90 925 831	-
III - DÉDUCTIONS FISCALES		928 838 336
1- Courantes		928 838 336
- Abattement sur les produits de participation (Dividendes)		257 093 904
- Reprises de provisions CES Prédouteux et Douteux		530 800 171
- Reprises de provisions CES		62 606 294
- Reprises de provisions pour risques et charges		21 716 081
- Reprises de provisions pour risques généraux		56 621 885
2- Non courantes		-
TOTAL	2 637 356 681	928 838 336
IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		1 708 518 345
V - REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)		
. Exercice n-4		-
. Exercice n-3		-
. Exercice n-2		-
. Exercice n-1		-
VI - RÉSULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C)		1 708 518 345
OU		
. Déficit net fiscal (B)		-
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		-
VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		-
. Exercice n-4		-
. Exercice n-3		-
. Exercice n-2		-
. Exercice n-1		-

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2024

I. Détermination du résultat	Montant
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 172 727
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	1 490 504
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	928 838
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	1 734 393
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	654 733
. Résultat courant après impôts (=)	1 079 659

II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est soumise à l'IS selon le régime de droit commun, avec un taux d'imposition de 38,50 %.

DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2024

I - DATATION	
. Date de clôture ⁽¹⁾	31/12/2024
. Date d'établissement des états de synthèse ⁽²⁾	Mars 2025

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II - Évènement nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachable à cet exercice et connus avant la 1^{ère} communication externe des états de synthèse

N É A N T

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

	déc-24	déc-23	déc-22
	6 619 815	5 937 364	5 580 757

EFFECTIF AU 31/12/2024

	31/12/2024	31/12/2023
Effectifs rémunérés	2 800	2 911
Effectifs utilisés	2 800	2 911
Effectifs équivalent plein temps	2 744	2 841
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	1 229	1 223
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1 515	1 618
Cadres (équivalent plein temps)	1 848	1 858
Employés (équivalent plein temps)	896	983
dont effectifs employés à l'étranger	1	1

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2024

COMPTES DE LA CLIENTÈLE	31/12/2024	31/12/2023
Comptes courants	35 529	33 785
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	13 740	18 479
Autres comptes chèques	482 410	447 874
Comptes d'affacturage	68	53
Comptes dépôts d'investissement	-	-
Comptes d'épargne	301 386	320 793
Comptes à terme	1 673	1 854
Bons de caisse	263	269
Autres comptes de dépôts	-	-

COMPTES SOCIAUX AGRÉGÉS AU 31/12/2024

RÉSEAU AU 31/12/2024

	En nombre	
RÉSEAU	31/12/2024	31/12/2023
Guichets permanents	281	324
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	455	508
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	-	-

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	13 131 951	13 152 665	12 470 807
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1. Produit net bancaire	5 094 520	4 823 096	4 420 747
2. Résultat avant impôts	1 047 066	1 778 348	1 476 875
3. Impôts sur les résultats	657 780	686 490	448 784
4. Bénéfices distribués	146 177	-	410 000
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	389 286	1 091 858	618 091
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	19	53	50
Bénéfice distribué par action ou part sociale	7	0	20
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 125 629	867 229	1 130 349
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2 800	2 911	3 077

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
ENGAGEMENTS	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	21 989 165	24 357 352
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5 747 237	8 228 241
Crédits documentaires import	2 310 685	3 362 429
Acceptation ou engagements de payer	-	-
Ouverture de crédit confirmés	3 391 897	4 831 982
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	40 787	29 963
Autres engagements de financement donnés	3 868	3 868
Engagement de garantie d'ordre d'établissement de crédit et assimilés	3 050 640	3 805 796
Crédits documentaires export confirmés	29 820	123 864
Acceptation ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits donnés	1 057 121	1 181 619
Autres cautions, avals et garanties donnés	1 963 700	2 500 312
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	13 191 287	12 323 315
Garanties de crédits donnés	1 417 418	1 647 948
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	9 283 365	8 558 176
Autres cautions et garanties donnés	2 490 504	2 117 190
Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	12 845 526	14 269 095
Engagements de financement reçus d'établissements de crédits et assimilés		
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédits et assimilés	4 711 705	6 288 316
Garanties de crédits	1 651 089	2 209 691
Autres garanties reçues	3 060 616	4 078 626
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organisme de garantie divers	8 133 820	7 980 779
Garanties de crédits	8 133 820	7 980 779
Autres garanties reçues	-	-

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 31/12/2024

	en milliers de DH	
BILAN	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF	6 068 259	7 250 372
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	37 785	46 755
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	2 149 201	3 291 096
Créances sur la clientèle	3 277 502	3 405 225
Titres de transaction et de placement et invest	582 673	491 786
Autres actifs	15 901	10 417
Titres de participation et emplois assimilés	5 197	5 093
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
PASSIF	4 698 822	7 095 359
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 110 781	4 373 198
Dépôts de la clientèle	2 939 888	2 663 244
Titres de créance émis	-	-
Autres passifs	648 153	58 917
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
HORS BILAN	17 873 144	19 219 197
Engagements donnés	11 723 581	12 379 098
Engagements reçus	6 149 563	6 840 099

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2024

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Titres dont l'établissement est dépositaire	18 167	17 765	122 641 940	112 094 955
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	40	40	38 566 906	33 529 691
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	13	12	15 658 124	13 928 237
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	5	5	1 936 311	1 726 152
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	En Dirhams	
	Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés		
Procès verbal de l'AGO du 22/05/2024		
Report à nouveau	-	Réserve légale
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes
Résultat net de l'exercice	1 091 858 000	Autres affectations
Prélèvements sur les bénéfices	-	
Autres prélèvements	-	
TOTAL A	1 091 858 000	TOTAL B
		1 091 858 000

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2024

		Montant du capital		2 152 500 000 DHS		
		Montant du capital social souscrit et non appelé		-		
		Valeur nominale des titres		105 DHS		
Nom des principaux actionnaires ou associés	N° IF	N° CIN	Adresse	Nombre de titres détenus	Part du capital détenue %	
				Exercice précédent	Exercice actuel	
SAHAM FINANCES			Hay Plateau, Angle Abdelmoumen et Rue Murillo, Casablanca	-	11 823 256	57,67%
SG FRANCE	552120222		29, Bd Haussman - 75009 Paris - France	11 823 256	-	0,00%
DEVECO-SOUSS	6928071		153, Bd de la Gironde - Casablanca	5 644 794	5 644 794	27,54%
DIVERS AUTRES ACTIONNAIRES			55, Bd Abdelmoumen - Casablanca	708 828	728 828	3,56%
PATRIMOINE GESTION ET PLACEMENTS	11085200		78 Rue d'Alger - Casablanca	661 764	661 764	3,23%
HAKAM ABDELLATIF FINANCE	3331405		C/Hakam Frères - Avenue Hassan II Route de Casa - Rabat	473 480	473 480	2,31%
FINAM	2221142		C/Ets Hakam Frères - Avenue Hassan II Route de Casa - Rabat Y El Mansour	239 416	239 416	1,17%
MAD INVEST	46009		C/Ets Hakam Frères - Avenue Hassan II Route de Casablanca - Rabat Y El Mansour	219 379	219 379	1,07%
MEKOUAR MOUNA			55, Avenue Victor Hugo - 75116 Paris - France	151 682	151 682	0,74%
MEKOUAR AZIZA			6, Allée des Noisetiers Anfa - 20170 Casablanca	121 434	121 434	0,59%
MEKOUAR MALIKA			5, Rue Abdellaziz Ben Driss Ouasis 20103 Casablanca Oasis	121 434	121 434	0,59%
CHEDDADI NAIMA EP MEKOUAR	B430452	BP 13321	Casablanca	106 366	106 366	0,52%
MEKOUAR MOHAMMED CHAKIB	BE69823		Icomabd Hassan II - Mohammadia	106 256	86 256	0,42%
ZAK FINANCE	1622659		16-18, Rue Soldat Raphael Mariscal - Casablanca	68 406	68 406	0,33%
SOCIETE BISMILLAH HOLDING	3331491		C/Hakam Av. Hassan II - Route de Casa - Rabat	53 505	53 505	0,26%
TOTAL				20 500 000	20 500 000	100,00%

ÉTAT DES AGIOS RÉSERVÉS AU 31/12/2024

	Année provision	Créances vivantes n-1	Créances amorties n-1	Total n-1	Créances vivantes n	Créances amorties n	Total n	Evolution
État des agios réservés								N É A N T
TOTAL								

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024



SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (SGMB)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Société Générale Marocaine des Banques (SGMB) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 14 766 353 KMAD, dont un bénéfice net 389 286 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Générale Marocaine des Banques (SGMB) arrêtés au 31 décembre 2024, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Casablanca, le 27 mars 2025

Les Commissaires aux Comptes

Fidaroc Grant Thornton
Membre Réseau Grant Thornton
S.D. Driss Halouani - Casablanca
(R) 05 22 54 41 00 - Fax: 05 22 29 66 74

PwC Maroc
Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa,
20220 Hay Hassan I Casablanca
T: +212 (0) 5 22 59 00 00 +212 5 22 23 88 70
RC: 152164
IF: 1105700 - CISS: 7587045

Associé

Mohamed RQIBATE
Associé

RÉSULTATS FINANCIERS DE DAR AL AMANE AU 31/12/2024

ACTIF ET PASSIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE AU 31/12/2024

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	255 172	312 241
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	721	1 867
3. Créances sur la clientèle	4 167 557	3 751 536
. Créances sur Mourabaha	4 149 579	3 739 212
. Créances sur Salam	-	-
. Créances sur autres financements participatifs	-	-
. Autres créances sur la clientèle	17 978	12 325
4. Titres de transaction et de placement	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
5. Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	227	5 637
6. Immobilisations données en Ijara	-	-
7. Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
. dont Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
8. Dépôts d'investissement placés et Wakala Bil Istismar Placés	-	-
9. Autres actifs	90 029	45 087
TOTAL DE L'ACTIF	4 513 706	4 116 369

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 766 735	1 763 489
. Dettes sur Mourabaha	-	-
. Dettes sur Salam	-	-
. Dettes sur autres financements participatifs	-	-
. Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 766 735	1 763 489
3. Dépôts de la clientèle	794 568	696 386
. Comptes à vue créditeurs	729 922	596 435
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	64 646	99 951
4. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	5 417	3 487
. Dettes sur Mourabaha	5 417	3 487
. Dettes sur Salam	-	-
. Dettes sur autres financements participatifs	-	-
5. Autres passifs	1 294 008	1 142 220
6. Provisions pour risques et charges	1 015	-
7. Dépôts d'investissement reçus et Wakala Bil Istismar reçus	283 000	213 233
8. Dotation en Capital	260 000	260 000
9. Report à nouveau (+/-)	-	-
10. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	60 329	-
11. Résultat net de l'exercice (+/-)	48 632	37 555
TOTAL DU PASSIF	4 513 706	4 116 369

HORS BILAN AU 31/12/2024

HORS BILAN	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNÉS	40 787	29 963
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	40 787	29 963
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	24 133	9 202
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	24 133	9 202
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	148 932	123 898
1. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
2. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	140 283	117 469
3. Produits sur titres de propriété ⁽¹⁾ et certificats de Sukuks	-	-
4. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
5. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
6. Commissions sur prestations de service	8 146	6 183
7. Autres produits bancaires	473	204
8. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	30	42
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	14 452	9 294
9. Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	702	3
10. Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
11. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
12. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
13. Autres charges bancaires	6 154	4 976
14. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	7 596	4 315
III. PRODUIT NET BANCAIRE	134 480	114 604
15. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
16. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	52 716	51 305
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	28 487	11 892
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	25 799	8 921
VII. RÉSULTAT COURANT	79 076	60 329
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	79 076	60 329
17. Impôts théoriques ⁽²⁾	30 444	22 774
IX. RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS	48 632	37 555

(-) signifie moins

(+) signifie plus

(1) Autres que Moucharaka et Moudaraba

(2) Le calcul de l'IS réel est compris dans la charge d'impôt de Société Générale Maroc.

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

DETTES	En milliers de Dirhams					
	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	104	5 313	5 417	3 487
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	104	5 313	5 417	3 487

DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS REÇUS DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

DÉPÔT D'INVESTISSEMENTS	En milliers de Dirhams					
	Encours 31/12/2023	Affectation des résultats	Dépôts collectés	Dépôts restitués	Autres variations	Encours 31/12/2024
Dépôts d'investissement reçus	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	212 699	-	377 292	309 678	-	280 313
Réserve de péréquation des profits	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Réserves pour risques d'investissements	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Rémunération distribuée aux titulaires de comptes	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Report sur dépôts d'investissement	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Résultats en instance d'affectation (+/-)	534	-534	-	-	2 689	2 689
TOTAL	213 233	-534	377 292	309 678	2 689	283 003

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions				Montant net à la fin de l'exercice	
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stocks		Cumul à la fin de l'exercice
Bien acquis - Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	168 198	123 695	-	45 185	-	-	-	-	-	45 185
- Biens immobiliers	5 637	723 967	728 231	-	2 528	-	-	-	-	-	2 528
Bien acquis - Salam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	5 637	892 164	851 926		47 713						47 713

TABLEAU DE VARIATION DE LA MARGE CONSTATÉE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

BIENS	En milliers de Dirhams							
	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte du résultat Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part constaté en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnées	Montant brut à la fin de l'exercice	Encours des créances Mourabaha	
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	-	-	-	-	-	
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	-	-	
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	
- Mourabaha pour donner d'ordre	943 799	244 010	144 452	4 337	4 168	1 034 851	4 167 557	
TOTAL	943 799	244 010	144 452	4 337	4 168	1 034 851	4 167 557	

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES IFRS

En application des normes et principes de l'IASB (International Accounting Standards Board), le groupe Société Générale Maroc a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) applicable à cette date.

1. CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation :

Entrent dans le périmètre de consolidation les entités contrôlées (Contrôle ou contrôle conjoint) ou sous influence notable. Il n'est pas fixé de seuils chiffrés d'exclusion dans les normes, l'appréciation de la matérialité doit se faire conformément aux normes IFRS.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale pour les entités contrôlées selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon les normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Ainsi, l'information est significative si son omission ou son inexactitude peut influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers. L'importance relative dépend de la taille de l'élément ou de l'erreur, jugée dans les circonstances particulières de son omission ou de son inexactitude.

Exclusion du périmètre :

Deux cas d'exception existent :

- la détention en vue de revente ultérieure à un horizon maximum fixé à 12 mois,
- l'existence de restrictions sévères et durables qui limitent la capacité à transférer des fonds à l'investisseur,
- le caractère significatif.

Regroupements d'entreprises :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas effectué de regroupement courant 2008.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a décidé de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 31/12/06.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques applique un ensemble de seuils pour inclure certaines entités dans le périmètre de consolidation :

Filiales intégrées globalement : Pour être intégrée globalement, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- Le groupe Société Générale du Maroc détient le pouvoir sur l'entité (capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité) ;
- Droits de contrôle > 40 % ;
- Total bilan > 0,1 % de celui de l'activité agrégée du groupe Société Générale Marocaine de Banques.

Filiales mises en équivalence : Pour être mise en équivalence, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- Le groupe Société Générale du Maroc n'a pas la capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité ;
- Droit de contrôle compris entre 15 % et 40 % ;
- Part dans la situation nette > 0,5 % des capitaux propres de l'activité agrégée ;
- Total bilan > 0,1 % de celui de l'activité agrégée.

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques ne dispose pas d'entité ad hoc.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un actif matériel contrôlé et possédé pour la fourniture de services ou pour les tâches administratives propres à la banque. En plus de la nature de la dépense qui reste déterminante pour son passage en immobilisation (au lieu de charge), il y a lieu de tenir compte de la possibilité d'inventorier le bien en question et ce durant toute sa durée d'existence à l'actif de la banque.

Évaluation initiale :

Les immobilisations sont inscrites au bilan au coût d'acquisition qui se compose du prix d'achat, les droits de douane et autres impôts et taxes non récupérables, les réductions commerciales obtenues, des taxes légalement récupérables, les frais de transports, les frais de transit, les frais d'assurance, les charges d'installation qui sont nécessaires à la mise en état d'utilisation du bien en question....

Sont exclus du coût d'acquisition les droits de mutation, les honoraires et commissions et les frais d'actes.

Évaluation postérieure :

Modèle du coût :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel est comptabilisé à son coût (ou valeur initiale) après diminution du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur éventuelles.

Amortissement :

Approches par composants : chaque composant d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation doit être amorti séparément.

Base amortissable : coût d'un actif diminué de sa valeur résiduelle.

Valeur résiduelle : le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Durée d'amortissement (durée d'utilité) : c'est soit la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif, soit le nombre d'unités de production ou d'unités similaires que l'entité s'attend à obtenir de l'actif. Le mode d'amortissement utilisé par le groupe Société Générale Marocaine est le linéaire.

Options retenues :

Les options retenues portent principalement sur l'adoption de l'approche par composants, le changement au niveau de la durée d'amortissement, et l'adoption du coût amorti.

Modèle d'évaluation :

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la réévaluation périodique de ses immeubles d'exploitations.

Valeur résiduelle :

Les normes préconisent la prise en compte d'une valeur résiduelle pour chaque immobilisation.

Le montant amortissable de l'actif est son coût diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle des différentes immobilisations est considérée comme nulle.

Frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition des immobilisations comprennent exclusivement :

- les droits de mutation (droits d'enregistrement, de conservation foncière...),
- les honoraires ou commissions hors les honoraires d'architecte,
- les frais d'actes.

À l'exclusion des frais de transport, d'installation et de montage ainsi que les honoraires d'architecte qui sont compris dans la valeur d'entrée des immobilisations concernées.

Pour la période précédente à 2012, les frais d'acquisition sont forfaitairement inclus dans le coût des immobilisations corporelles concernées (terrains et constructions) sur la base le cas échéant, d'une statistique. D'autres frais tels que les honoraires et les droits de mutation sont incorporés dans le coût des immobilisations.

À partir de 2012, les frais d'acquisition sont constatés au réel à la suite de l'inventaire physique des immobilisations SGMA, et intégrés à la valeur brute des immeubles et terrains, subissant ainsi l'amortissement du bien auquel ils sont rattachés.

Coût d'emprunt :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la capitalisation des coûts d'emprunt étant donné qu'aucun emprunt n'est adossé à l'acquisition d'une immobilisation.

Approche par composants :

La méthode de reconstitution du coût historique, à partir des factures, a été adoptée pour l'application de l'approche par composants, d'où :

- Affectation du coût historique par composant, s'il y a lieu.
- Distinction entre part terrain et construction.
- Calcul des amortissements en tenant compte des durées et taux d'amortissements retenus pour l'application des normes.
- Retraitement par les capitaux propres du différentiel d'amortissements.

Compte tenu de la nature de l'activité du groupe Société Générale Marocaine de Banques, l'approche par composants s'applique essentiellement aux immeubles. Les principaux composants sont :

Principaux composants	Durée d'utilité (annuelle)	Durée sociale (annuelle)
Gros œuvre	50	25
Agencements	15	10
Ascenseurs	20	10
Façade	30	10
Installations techniques (climatisation)	12	10
Installations techniques (électricité)	25	10
Installations techniques (groupes électrogène)	30	10
Installations techniques (GTB)	15	10
Installations techniques (autres)	15	10

3. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Un bien immobilier détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en tirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Options retenues :

Aucun actif ne satisfait aux conditions de classifications en immeuble de placement. Les immobilisations hors exploitations telles que : les centres de vacances et loisirs, les logements de fonction... font parties des immobilisations corporelles.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable et sans substance physique, détenu en vue de son utilisation pour la production de biens et services, pour une location à des tiers ou à des fins administratives.

Immobilisations incorporelles générées en interne :

Un goodwill généré en interne ne peut jamais être reconnu en tant qu'actif.

Le processus de production d'une immobilisation incorporelle comporte deux phases :

- **la recherche :** les dépenses sont passées en charge.
- **le développement :** les dépenses doivent être capitalisées lorsque certains critères sont réunis :
 - La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement
 - L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle en vue de son utilisation ou de sa vente
 - Sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle
 - La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou l'utilité en interne)
 - La disponibilité des ressources nécessaires à l'achèvement

- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Si l'entité ne peut pas distinguer la phase de développement de la phase de recherche, tous les coûts passent en charges.

Évaluation postérieure :

Modèles d'évaluation :

À l'instar des immobilisations corporelles, deux modèles d'évaluation peuvent être appliqués :

Modèle du coût :

Comptabilisation au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Modèle de la réévaluation :

Comptabilisation pour le montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs ultérieures. Ce modèle ne peut être retenu que si les conditions suivantes sont réunies :

- Juste valeur déterminée par référence à un marché actif
- Les réévaluations régulières
- Tous les actifs d'une même catégorie doivent être réévalués sauf s'il n'existe pas de marché actif.

Amortissement :

Mode d'amortissement :

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques de l'actif. Le mode linéaire doit être utilisé si un autre rythme ne peut être déterminé de façon fiable.

Une immobilisation à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie.

Une immobilisation à durée d'utilité finie doit être amortie sur cette dernière.

La durée et le mode d'amortissement doivent être réexaminés au minimum à la clôture de chaque exercice.

Pertes de valeur :

Un test de dépréciation doit être pratiqué à chaque fois qu'un indicateur de perte de valeur est identifié et à chaque clôture d'exercice pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée.

Options retenues :

Les immobilisations incorporelles du groupe Société Générale Marocaine de Banques sont évaluées à leur coût amorti.

Le taux d'amortissement retenu est celui appliqué en social.

La valeur résiduelle est estimée comme nulle.

Les dépenses engagées dans le cadre des projets informatiques sont traitées dans les comptes sociaux selon deux :

- Phase de recherche : les dépenses sont considérées comme charges
- Phase de développement : les dépenses sont immobilisées.

5. CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « contrats de location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1^{er} Janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers du preneur, avec des incidences très limitées pour les bailleurs.

PRINCIPES COMPTABLES DE LA NORME IFRS 16

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Options retenues

MODALITÉS DE TRANSITION

Pour la première application de la norme IFRS16, le Groupe Société Générale Maroc a choisi de mettre en œuvre l'approche rétrospective modifiée par la norme.

Au 1^{er} janvier 2019, le montant de la dette locative sur les contrats en cours est calculé en actualisant les loyers résiduels avec les taux en vigueur à cette date en tenant compte de la durée résiduelle estimées des contrats. Les droits d'utilisation correspondants sont constatés au bilan pour un montant égal à celui de la dette locative. La première application de la norme IFRS 16 est donc sans incidence sur le montant des capitaux propres au 1^{er} janvier 2019.

EXEMPTIONS

- Contrats de location à courte durée (inférieurs à 1 an),
- Contrats de location des biens de faible valeur.

DURÉE

- La durée retenue généralement pour les baux commerciaux est de 9 ans ;
- La durée retenue pour les contrats LLD est la durée contractuelle.

TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation appliqué pour l'évaluation de la dette locative pour les contrats de location est le taux de refinancement sur le marché financier.

Comptabilisation chez le preneur :

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêt de la dette.

Comptabilisation chez le bailleur :

Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.

La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location.

Les entités exerçant l'activité du crédit-bail au niveau du Groupe sont Sogelease et Eqdom. Le traitement comptable appliqué par le groupe Société Générale Marocaine de Banques dans le cadre de la consolidation est conforme aux IFRS.

6. CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS9

À compter du 1^{er} janvier 2018, le groupe Société Générale Marocaine des banques applique la norme IFRS 9 qui définit, en remplacement de la norme IAS 39, de nouvelles règles de classement, d'évaluation des actifs et passifs financiers et une nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de provisionnement des engagements de financement et de garantie.

Les différences d'évaluation des actifs et passifs financiers résultant de la première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 sont comptabilisées directement dans les capitaux propres à cette date.

6.1 CLASSEMENT DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS SOUS IFRS 9

La norme IFRS 9 prévoit 3 catégories d'actifs :

- Coût amorti : Le coût amorti par définition ne peut s'appliquer qu'aux instruments de dettes (prêts, créances et titres de dettes) que l'entreprise a l'intention de conserver jusqu'à son échéance permettant une stabilité du résultat.
- Juste valeur par résultat
- Juste valeur par capitaux propres OCI
- Instruments dettes en juste valeur par capitaux propres OCI recyclables
- Instruments de capitaux propres en juste valeur par capitaux propres OCI non recyclables sur option irrévocable.

6.1.1 Critères de classement sous IFRS9

La classification IFRS 9 dépend de 2 critères cumulatifs :

■ **Caractéristiques du produit (SPPI ou no SPPI) :**

La norme IFRS 9 prévoit un test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments de dettes appelé « Test SPPI » afin de s'assurer que les flux de trésorerie du contrat correspondent uniquement à des remboursements du principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Dans le cas contraire, ces actifs devraient être classés en JV Résultat.

■ **Le modèle de gestion suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :**

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- Held To Collect contractual cash-flows (HTC) : la collecte des flux de trésorerie contractuels
- Held To Collect and Sale (HTC&S) : la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs
- Autre / vente (Held For Sale - HFS) : les autres intentions de gestion

6.1.2 Instruments de capitaux propres

La norme IFRS 9 prévoit deux classements pour les instruments de capitaux propres :

- Juste valeur par résultat
 - Juste valeur par capitaux propres OCI non recyclables sur option irrévocable
- Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transactions sont affectés par défaut dans la juste valeur par résultats.
- L'option de la Juste valeur par capitaux propres OCI peut être appliquée « ligne à ligne » sur les instruments de capitaux propres détenus pour des fins autres que transactions.

6.1.3 Dérivés (hors couverture)

Aucun changement induit par la norme IFRS 9.

6.1.4 Passifs financiers sous IFRS 9

La norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classement des passifs financiers par rapport à IAS39.

Les catégories comptables disponibles :

- Passif financier au coût amorti : Il s'agit du classement par défaut ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat : instruments émis avec intention de « trading » ou instruments non basiques en option irrévocable.

6.2 DÉPRÉCIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS 9

IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation basé sur l'estimation des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL) et exige notamment que les entités comptabilisent une dépréciation des actifs financiers dès la date de comptabilisation initiale.

6.2.1 Principaux changements

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation.
- À chaque date de clôture, l'entité doit déterminer si le risque de crédit lié à un instrument financier a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale.

6.2.2 Modèle de dépréciation

Selon ce nouveau modèle de dépréciation, les actifs financiers (y compris les titres de dettes) sont classés en 3 catégories :

- **Bucket 1** : Créances saines dont le risque de crédit est faible sans dégradation depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues dans les 12 mois.
- **Bucket 2** : Créances dont le risque de crédit s'est détérioré de manière significative depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues sur toute la durée de vie des créances.
- **Bucket 3** : l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur à la date de clôture par résultat ou Juste valeur par capitaux propres OCI sur option irrévocable ligne à ligne.

6.2.3 Méthodologie de classification sur les périmètres Retail

La méthodologie de classification sur le périmètre Retail est réalisée à la « maille contrat » et se déroule en fonction des critères suivants :

- Pour les impayés de crédits amortissables :
 - Entre 31 et 89 jours de retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 2.
 - Au-delà de 90 jours retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 3.
- Pour les dépassements d'autorisations de découvert :
 - Entre 31 et 89 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 2.
 - Au-delà de 90 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 3.
- Pour les restructurés sortis du défaut, l'engagement est classé en Bucket 2 pendant 2 ans.

6.2.4 Méthodologie de classification sur les périmètres Non retail

Tout comme le Retail, la norme IFRS 9.2 introduit la classe « Sensible » (S2) pour les contreparties Non Retail dès lors qu'elles nécessitent une surveillance spécifique au vu de certains facteurs traduisant la détérioration de leur qualité de crédit.

L'évaluation de ce risque de crédit pour les contreparties Non Retail est réalisée à la « maille client » et se base sur plusieurs types de critères permettant de déterminer la Watchlist, base des contreparties sensibles Non Retail.

L'enjeu étant d'identifier rapidement les contreparties Non Retail en situation sensible avant qu'elles ne basculent en défaut et ainsi améliorer le taux de prédictivité du passage en défaut.

Société Générale Maroc se base sur plusieurs critères pour décider du caractère sensible de la contrepartie :

- **Un critère qualitatif** : qui résulte de la relation commerciale directe avec le client (exemple : baisse significative des revenus, forte dépréciation de la valeur des actifs, dépassements répétés d'une autorisation de crédit, changement significatif de l'actionnariat ou de la direction de l'entreprise).
- **Des critères quantitatifs** discutés lors de comités des sensibles dont le but est de décider l'entrée/sortie en sensible des contreparties Non Retail.

7. LA JUSTE VALEUR

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal à la date d'évaluation selon les conditions courantes du marché, que ce prix soit directement observable ou estimé en utilisant une autre technique d'évaluation.

IFRS 13 présente une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Données d'entrée de niveau 1

Instruments valorisés par des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (les actions cotées sur un marché actif, les obligations d'Etats ou d'entreprises qui bénéficient de cotations externes directes (cotations brokers/dealers), les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options), les parts de fonds (y compris les OPCVM) dont la valeur liquidative est disponible en date d'arrêté des comptes).

Données d'entrée de niveau 2

Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Il s'agit d'instruments valorisés à l'aide d'un modèle financier basé sur des paramètres de marché. Cette catégorie comprend également la juste valeur des prêts et créances évalués au coût amorti au bilan et pour lesquels le risque de crédit de la contrepartie fait l'objet d'une cotation sous forme de Crédit Default Swap (CDS).

Données d'entrée de niveau 3

Instruments pour lesquels une part significative des données utilisées pour la valorisation ne sont pas basées sur des données observables de marché (données dites non observables).

Ainsi, les données d'entrée non observables doivent refléter les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses concernant le risque.

Au cours de l'exercice 2024, il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux de juste valeur.

ÉVOLUTIONS NORMATIVES IFRS

Depuis le 01/01/2018, les nouvelles dispositions relatives aux dépréciations sont appliquées de manière rétrospective. Les impacts de l'application de la norme IFRS 9 chez le groupe Société Générale Marocaine de Banques au 01/01/2018 ont été comptabilisés en contrepartie réserves.

Application norme NDOD applicable depuis le 01/01/2021. Elle consiste à :

- Mettre automatiquement en défaut en cas d'arriérés de paiement > 90 jours avec possibilité d'application d'un seuil de matérialité.
- Mettre en défaut d'un débiteur lorsqu'il existe une situation d'absence probable de paiement, c'est-à-dire que l'on estime que le débiteur ne sera pas en mesure d'honorer pleinement son obligation. Des critères de mise en défaut peuvent s'appliquer, qu'il y ait ou non des arriérés de paiement par ailleurs.
- Instaurer une période de probation (franchise) de 90 jours. Les conditions de mise en Défaut ne sont plus remplies, l'ensemble des impayés du débiteur a été apuré, le client a repris ses paiements réguliers et il n'y a pas eu d'incident depuis au moins 90 jours.

8. PROVISIONS

8.1 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Évaluation :

La norme IAS 37 retient la même méthode d'évaluation des provisions pour risques et charges que le référentiel comptable marocain. Ainsi le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Critères de constitution d'une PRC :

- L'obligation actuelle envers un tiers.
- La forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- La fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

Options retenues :

Un seuil de 1 MMAD est retenu pour l'analyse des provisions pour risques et charges, l'actualisation est à effectuer si le montant est significatif.

Les provisions à caractères généraux et les provisions réglementées sont annulées.

8.2 IFRIC 21 « TAXES »

Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Les principales taxes qui ont donné lieu à un retraitement des états financiers pour la première application de cette interprétation ont été comptabilisées intégralement en résultat au 1^{er} janvier 2016.

8.3 IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Cette incertitude doit être reflétée dans les comptes consolidés.

Méthode de transition :

Le groupe Société Générale Maroc a opté pour l'approche partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres au bilan d'ouverture sur l'exercice 2019.

9. GOODWILL

Le Goodwill est constitué par l'ensemble des avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être individuellement identifiés et comptabilisés séparément.

Il correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.

Après être évalué, il doit être comptabilisé à la date d'acquisition en tant qu'actif.

Lorsque l'acquisition est réalisée par étape, le goodwill doit être calculé à chaque étape, sur la base de la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise à cette date.

Comptabilisation du Goodwill :

- **Évaluation Initiale du Goodwill** : À la date d'acquisition, le goodwill doit être évalué initialement à son coût. Le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.
- **Évaluation Ulérieure du Goodwill** : Après la comptabilisation initiale, le coût est ajusté du cumul des pertes de valeur, le cas échéant, constatées lors des tests de dépréciation effectués annuellement ou en réponse à des indices pouvant remettre en question sa valeur comptabilisée.
- **Écart d'Acquisition** : Si la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise dépasse le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Options retenues :

Tests Réguliers de Dépréciation des Goodwill :

Il est impératif d'effectuer des tests de dépréciation réguliers pour garantir que la valeur comptable des Goodwill demeure inférieure à leur valeur recouvrable. En cas de constatation d'une valeur recouvrable inférieure, une dépréciation doit être enregistrée.

Définition des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

Les Unités Génératrices de Trésorerie sont définies comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs opérant selon un modèle économique distinct.

Valeur Recouvrable et Tests de Dépréciation (Norme IAS 36) :

La valeur recouvrable, déterminée comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des frais de cession, intervient dans les tests de dépréciation selon la norme comptable IAS 36. Si le test révèle une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation équivalente à la différence entre ces deux valeurs doit être constatée.

Le test de dépréciation réalisée au 31/12/2024 laisse apparaître une dépréciation du goodwill de la filiale Eqdom de 119 MMAD.

10. AVANTAGES AU PERSONNEL

La norme IAS 19 identifie 4 catégories d'avantage du personnel :

- Avantages à court terme, tels que les salaires, les rémunérations, les cotisations de sécurité sociale, les congés payés, les congés maladie, l'intéressement et les primes (s'ils sont payables dans les 12 mois suivants la fin de l'exercice) et les avantages non monétaires (tel que l'assistance médicale, le logement, les voitures et les biens ou services gratuits ou subventionnés) accordés au personnel en activité ;
- Avantages postérieurs à l'emploi tels que les pensions de retraite et autres prestations postérieures à l'emploi, l'assurance-vie postérieure à l'emploi et l'assistance médicale postérieure à l'emploi ;
- Avantages à long terme comprenant les congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, jubilés ou autres avantages liés à l'ancienneté, indemnité d'incapacité de longue durée et, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la fin de l'exercice, l'intéressement, les primes et rémunérations différées.
- Indemnités de fin de contrat de travail.

Régimes à cotisations définies :

Dans les régimes à cotisations définies, l'employeur paye des cotisations fixes à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pour l'exercice et les exercices antérieurs.

La norme impose à l'entité de comptabiliser les cotisations versées au régime à contributions définies lorsque le membre du personnel a rendu des services en échange de ces cotisations.

Régimes à prestations définies :

Les régimes à prestations définies peuvent être non financés, ou partiellement ou intégralement financés. La norme impose à l'entité :

- De comptabiliser non seulement son obligation juridique mais aussi toute obligation implicite générée par les pratiques passées de l'entité.
- De déterminer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes avec une régularité suffisante pour que les montants comptabilisés dans les états financiers ne diffèrent pas de façon significative des montants qui auraient été déterminés à la date de clôture.
- D'utiliser la méthode des unités de crédit projetées pour évaluer ses obligations et ses coûts.
- D'affecter les droits à prestations aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations du régime.
- D'utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques et financières.
- De déterminer le taux d'actualisation par référence à un taux du marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.
- De déduire la juste valeur des éventuels actifs du régime montant comptable de l'obligation.

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » :

Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » rendent obligatoire l'enregistrement en Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans qu'ils puissent être reclassés ultérieurement en résultat. Par ailleurs, en cas de modification de plan, ces amendements entraînent la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres.

Options retenues :

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, le groupe n'applique plus la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements et reconnaît au bilan l'intégralité des réévaluations des régimes post emploi à prestations définies.

Par ailleurs, et conformément à l'option prévue dans IFRS 1, les réestimations des écarts actuariels à la date de transition ont été comptabilisées directement en capitaux propres, sans possibilité de recyclage en résultat.

AVANTAGES AU PERSONNEL	31/12/2023	31/12/2024	Taux d'actualisation
Indemnités Fin de Carrière	180 058	197 951	3,45%
Avantages Post Emploi	24 711	19 883	3,51%
Prime de fidélisation	172 236	179 091	3,34%
Total	377 005	396 925	

11. DÉRIVÉS

Change à termes

Les opérations de change sont enregistrées dans le bilan à la date de l'engagement et non plus dans le hors bilan, même si la juste valeur à l'initiation est nulle pour la quasi-totalité des contrats (juste valeur nulle pour des contrats fermes initiés à des conditions de marché).

Les opérations de change spot donnent lieu à comptabilisation directement au bilan avec réévaluation comme pour le cas des normes marocaines.

Toutes les opérations de change à terme sont suivies en valeur de marché.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'effectue pas d'opérations de couverture.

L'ensemble des opérations de change réalisées est classé en instruments en juste valeur par résultat.

12. IMPÔTS DIFFÉRÉS

L'impôt différé gomme les distorsions pouvant exister entre :

- les valeurs bilantielles comptables et les valeurs bilantielles fiscales ;
- le résultat social et le résultat fiscal ;
- le résultat social et le résultat consolidé.

L'impôt recalculé représente finalement le résultat courant et le résultat différé.

Un impôt différé passif doit être pris en compte pour toutes les différences temporelles imposables puisqu'il s'agit d'une dette future d'impôt.

Les impôts différés actifs, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

L'actualisation est interdite

Les actifs et les passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la clôture.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31/12/2024

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2024

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Caisse et banques centrales	7 297 706	1 388 649
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 294 972	2 736 205
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	2 827 018	2 215 714
- Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat	467 954	520 491
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-
Prêts et créances sur les ec et assimilés au coût amorti	6 509 582	7 269 764
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	9 397 646	9 430 750
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Titres au coût amorti	7 993 069	6 945 029
Actifs d'impôts courants	1 235 729	1 014 139
Actifs d'impôts différés	1 784 277	1 800 184
Comptes de régularisation et actifs divers	1 098 259	469 317
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	460 108	430 829
Immuebles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	2 557 311	2 261 435
Immobilisations incorporelles	1 135 491	1 279 553
Écarts d'acquisition	172 472	291 692
TOTAL ACTIF	127 511 623	120 194 546

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	27 833	30 673
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	27 833	30 673
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 748 809	8 656 196
Dettes envers la clientèle	80 132 722	73 553 974
Titres de créance émis	14 351 901	13 729 267
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	2 122 418	1 743 962
Passifs d'impôt différé	765 282	773 546
Comptes de régularisation et autres passifs	4 951 227	3 689 075
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	1 235 643	1 162 609
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 634 402	1 634 601
Capitaux propres	15 541 387	15 220 644
Capital et réserves liées	12 742 665	12 060 807
Réserves consolidées	1 916 391	1 757 389
- Part du groupe	1 266 976	1 087 665
- Part des minoritaires	649 414	669 724
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	87 249	40 888
- Part du groupe	91 011	40 888
- Part des minoritaires	-3 763	-
Résultat de l'exercice	795 082	1 361 559
- Part du groupe	783 347	1 317 134
- Part des minoritaires	11 735	44 425
TOTAL PASSIF	127 511 623	120 194 546

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	5 340 273	5 083 533
Intérêts et charges assimilés	-1 413 146	-1 282 893
MARGE D'INTÉRÊT	3 927 127	3 800 640
+ Commissions (produits)	1 996 350	1 926 343
+ Commissions (charges)	-364 317	-388 126
MARGE SUR COMMISSIONS	1 632 033	1 538 217
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponible à la vente	-	-
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	176 165	111 468
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	112 601	76 511
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	63 564	34 957
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4 759	3 767
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste va	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs	-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance	-	-
+Produits des autres activités	142 414	192 099
- Charges des autres activités	-75 998	-71 948
Produit net bancaire	5 806 501	5 574 242
- Charges générales d'exploitation	-2 371 673	-2 258 315
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-465 507	-413 821
Résultat brut d'exploitation	2 969 321	2 902 106
- Coût du risque de crédit	-911 468	-662 883
Résultat d'exploitation	2 057 853	2 239 224
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	32 807	55 514
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	-18 358	-36 391
+/- Variations de valeur des écarts d'acquisition	-119 220	-
Résultat avant impôts	1 953 082	2 258 347
- Impôts sur les résultats	-1 158 000	-896 788
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RÉSULTAT NET	795 082	1 361 559
Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-11 735	-44 425
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	783 347	1 317 134

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
RÉSULTAT NET	795 082	1 361 559
Éléments recyclables en résultat net :	2 255	-4 466
Écarts de conversion	2 255	-4 466
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	-	-
Éléments non recyclables en résultat net :	45 340	40 888
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-1 657	29 522
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	46 359	-
Impôts liés	638	11 366
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	47 595	36 422
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	842 677	1 397 981
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	830 239	1 356 042
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	12 438	41 939

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt	1 953 232	2 258 551
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	465 507	413 821
+/- dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition	119 220	-
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	-824	5 390
+/- dotations nettes aux provisions	-17 687	-64 482
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-32 807	-55 514
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-17 551	-10 926
+/- autres mouvements	-6 396	-16 038
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	509 461	272 251
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-50 192	-7 178 239
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	6 947 473	2 083 732
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-959 544	83 683
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	780 420	-166 513
- Impôts versés	-1 149 778	-924 472
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	5 568 379	-6 101 808
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	8 031 072	-3 571 006
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	19 664	-85 039
+/- flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-599 776	-784 283
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-580 112	-869 322
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-456 352	-331 195
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-199	-371 700
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-456 551	-702 895
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	10 640	-9 856
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 005 049	-5 153 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 199 234	5 796 308
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	1 388 649	5 629 265
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-189 415	167 043
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 204 284	6 432 229
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	7 297 706	1 388 649
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	906 578	-745 420
Variation de la trésorerie nette	7 005 049	-5 153 079

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de Dirhams			
	31/12/2024		31/12/2023	
	Actifs financiers détenus à des fins de transactions	Actifs financiers à la JV par résultat	Actifs financiers détenus à des fins de transactions	Actifs financiers à la JV par résultat
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilés	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 827 018	-	2 215 714	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	151 568	-	201 354
Titres de participation non consolidés	-	316 386	-	319 137
Instruments dérivés	-	-	-	-
Juste valeur au bilan	2 827 018	467 954	2 215 714	520 491

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs données en pension EC	-	-
Instruments dérivés	27 833	30 673

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	1 934 639	391 549
Prêts	447 946	4 652 509
Opérations de pension	4 128 640	2 228 398
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS AVANT DÉPRÉCIATION	6 511 225	7 272 457
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-1 643	-2 693
bucket -1-	-1 643	-2 693
bucket -2-	-	-
bucket -3-	-	-
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS NETS DE DÉPRÉCIATION	6 509 582	7 269 764

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires	7 345 463	7 877 162
Prêts consentis à la clientèle	87 342 323	87 555 117
Opérations de pension	-	-
Opérations de location-financement	11 267 311	10 884 854
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRÉCIATION	105 955 097	106 317 133
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-11 982 451	-12 009 384
Bucket -1-	-515 412	-489 883
Bucket -2-	-693 355	-708 577
Bucket -3-	-10 773 685	-10 810 925
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRÉCIATION	93 972 646	94 307 750

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams									
Tableau de variation des capitaux propres	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Résultat l'exercice	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres clôture : 31/12/2022	2 152 500	9 908 307	-	1 695 975	-	-	13 756 782	715 569	14 472 351
Opération sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-410 000	-	-	-410 000	-46 349	-456 349
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	1 317 134	-	1 317 134	44 425	1 361 559
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-164 444	-	-	-164 444	504	-163 940
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	-	-	40 888	40 888	-	40 888
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-4 466	-	-	-4 466	-	-4 466
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-29 400	-	-	-29 400	-	-29 400
Capitaux propres au 31 décembre 2023	2 152 500	9 908 307	-	1 087 665	1 317 134	40 888	14 506 494	714 149	15 220 644
Affectation résultat 2023	-	-	-	681 858	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2024	2 152 500	10 590 165	-	1 722 941	-	40 888	14 506 494	714 149	15 220 644
Opération sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-410 000	-	-	-410 000	-46 855	-456 855
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	783 347	-	783 347	11 735	795 082
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	50 104	-	-	50 104	-3 746	46 359
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	-1 019	-	-	-1 019	-	-1 019
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	2 252	-	-	2 252	3	2 255
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-65 079	-	-	-65 079	-	-65 079
Capitaux propres clôture : 2024.décembre	2 152 500	10 590 165	-	1 299 200	783 347	40 888	14 866 100	675 287	15 541 387

TITRES AU COÛT AMORTI AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams		
	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	7 993 249	6 945 213
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Titres subordonnés	-	-
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI AVANT DEPRECIATION	7 993 249	6 945 213
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-180	-184
bucket-1-	-180	-184
bucket-2-	-	-
bucket-3-	-	-
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI NET DES DEPRECIATIONS	7 993 069	6 945 029

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams		
	31/12/2024	31/12/2023
Autres dettes représentées par un titre	14 351 901	13 729 267
titres de créances négociables	14 115 674	13 541 414
emprunts obligataires	236 227	187 853
Dettes subordonnées	1 634 402	1 634 601
emprunt subordonné	-	-
à durée déterminée	-	-
à durée indéterminée	-	-
titres subordonnés	-	-
à durée déterminée	1 634 402	1 634 601
à durée indéterminée	-	-
Total	15 986 303	15 363 868

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams		
	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	1 028 077	581 684
Emprunts	4 157 723	6 987 876
Opérations de pension	1 563 009	1 086 636
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	6 748 809	8 656 196

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams		
	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	64 227 740	57 012 057
Comptes à terme	5 332 622	5 760 993
Comptes d'épargne à taux administré	10 057 690	10 195 559
Bons de caisse	514 670	585 366
Opérations de pension	-	-
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	80 132 722	73 553 974

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams					
	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	6 511 225	-	-	-1 643	-	-
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	86 555 977	3 874 255	15 524 865	-515 412	-693 355	-10 773 685
Titres de dettes au coût amorti	7 993 249	-	-	-180	-	-
Engagements Hors Bilan	18 474 986	826 942	953 041	-29 953	-38 833	-320 256

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams					
	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	7 272 457	-	-	-2 693	-	-
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	85 914 900	4 251 453	16 150 780	-489 883	-708 577	-10 810 925
Titres de dettes au coût amorti	6 945 213	-	-	-184	-	-
Engagements Hors Bilan	23 409 246	704 994	1 171 041	-34 380	-24 196	-377 414

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams						
	31/12/2023	Dotation	Reprise disponible	Reprise utilisée	Autres variations	31/12/2024
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	435 990	148 052	-195 891	-	890	389 041
Bucket 1	34 380	-	-4 440	-	13	29 953
Bucket 2	24 196	14 633	-	-	3	38 833
Bucket 3	377 414	133 419	-191 451	-	874	320 256
Provisions pour engagements sociaux	407 440	48 652	-24 171	-	2 819	434 740
Autres provisions pour risques et charges	319 179	67 923	-15 746	-903	41 409	411 862
Provisions pour risques et charges	1 162 609	264 627	-235 808	-903	45 118	1 235 643

IMMOBILISATIONS AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams						
	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	2 247 928	-1 099 816	1 148 112	2 241 590	-1 044 002	1 197 588
Equip. mobilier, installation	2 981 401	-1 721 740	1 259 661	2 549 952	-1 640 346	909 606
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	161 721	-12 183	149 538	162 378	-8 137	154 241
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 391 050	-2 833 739	2 557 311	4 953 920	-2 692 485	2 261 435
Logiciels informatiques acquis	2 654 153	-1 854 662	799 492	2 333 001	-1 567 019	765 983
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	335 999	-	335 999	513 571	-	513 571
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 990 153	-1 854 662	1 135 491	2 846 572	-1 567 019	1 279 553
TOTAL IMMOBILISATIONS	8 381 203	-4 688 401	3 692 802	7 800 492	-4 259 504	3 540 988

CONTRATS DE LOCATION AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams			
ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION		31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles		2 557 311	2 261 435
Dont : droits d'utilisation des contrats de location		313 180	323 883

En milliers de Dirhams			
PASSIFS AU TITRE DE DETTES LOCATIVES		31/12/2024	31/12/2023
Comptes de régularisation et autres passifs		4 951 227	3 689 075
Dont : dettes locatives		177 284	188 286

En milliers de Dirhams			
DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION		31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et charges assimilées		-1 413 146	-1 282 893
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives		-7 010	-7 614
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-465 507	-413 821
dont : dotations aux amortissements sur droits d'utilisation		-45 111	-46 794

En milliers de Dirhams				
CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR)	31/12/2023	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	31/12/2024
Valeur brute	495 655	33 678	-27 239	502 094
Amortissements et dépréciations	-186 906	-36 535	14 421	-209 020
TOTAL IMMOBILIER	308 749	-2 857	-12 818	293 074
Valeur brute	45 961	11 917	-2 899	54 979
Amortissements et dépréciations	-30 827	-6 518	2 472	-34 873
TOTAL MOBILIER	15 134	5 399	-427	20 106
TOTAL DROITS D'UTILISATION	323 883	2 542	-13 245	313 180

COMPTES DE RÉGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS AU 31/12/2024

En milliers de Dirhams		
	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	504 202	207 947
Autres débiteurs et actifs divers	594 058	261 370
Total des comptes de régularisation et actifs divers	1 098 259	469 317
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	395	318
Comptes d'encaissement	-	-
charges à payer et produits constatés d'avance	2 211 055	2 066 504
Dettes locatives	177 284	188 286
Autres créditeurs et passifs divers	2 562 493	1 433 966
Total des comptes de régularisation et passifs divers	4 951 227	3 689 075

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

En milliers de Dirhams				
	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total Bilan	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financières	-	-	-	-
Sociétés non financières	La Marocaine Vie	66 940	460 108	148 329
Autres	-	-	-	-
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés MEE	66 940	460 108	148 329	32 807

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Actifs d'impôts courants	1 235 729	1 014 139
Actifs d'impôts différés	1 784 277	1 800 184
Actifs d'impôts courants et différés	3 020 006	2 814 323
Passifs d'impôt exigible	2 122 418	1 743 962
Passifs d'impôt différé	765 282	773 546
Passifs d'impôts courants et différés	2 887 700	2 517 508

ÉCARTS D'ACQUISITION AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Valeur brute comptable en début de période	439 887	439 887
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période	-148 195	-148 195
Valeur nette comptable en début de période	291 692	291 692
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-119 220	-
Écarts de conversion	-	-
Filiales précédemment mises en équivalence	-	-
Autres mouvements	-	-
Valeur brute comptable en fin de période	439 887	439 887
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-267 415	-148 195
Valeur nette comptable en fin de période	172 472	291 692

MARGE D'INTÉRÊTS AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	4 830 546	564 103	4 266 443	4 728 913	490 985	4 237 927
Comptes et prêts/emprunts	4 263 700	555 208	3 708 492	4 188 788	479 380	3 709 407
Opérations de pensions	-	241	-241	-	27	-27
Opérations de location-financement	566 846	8 654	558 192	540 125	11 578	528 547
Opérations interbancaires	509 727	849 043	-339 316	354 621	791 908	-437 287
Comptes et prêts/emprunts	322 965	803 595	-480 630	196 435	750 252	-553 817
Opérations de pensions	186 762	45 448	141 314	158 186	41 656	116 530
Emprunts émis par le groupe	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de transactions	-	-	-	-	-	-
Titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Prêts/emprunts	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus jusqu'à échéance	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	5 340 273	1 413 146	3 927 127	5 083 533	1 282 893	3 800 640

COMMISSIONS NETTES AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	1 698 848	364 317	1 334 530	1 626 877	388 126	1 238 751
Avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Avec la clientèle	697 107	92 923	604 184	646 350	88 370	557 981
Sur titres	32 371	8 830	23 541	28 022	7 067	20 955
De change	969 369	262 564	706 805	952 505	292 690	659 816
Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	297 503	-	297 503	299 466	-	299 466
Produits nets de gestion d'OPCVM	14 962	-	14 962	15 809	-	15 809
Produits nets sur moyen de paiement	235 172	-	235 172	235 307	-	235 307
Assurance	2 967	-	2 967	2 785	-	2 785
Autres	44 402	-	44 402	45 565	-	45 565
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	1 996 350	364 317	1 632 033	1 926 343	388 126	1 538 217

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JV AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV	176 165	111 468
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	176 165	111 468
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	112 601	76 511
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	63 564	34 957
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-1 480 903	-1 236 133
Impôts et taxes	-131 194	-50 811
Charges externes	-783 701	-966 015
Autres charges générales d'exploitation	24 125	-5 356
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-465 507	-413 821
Charges générales d'exploitation	-2 837 179	-2 672 136

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'assurance	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immobilisations en location simple	948	-	948	36 394	-	36 394
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	-	-	-	-	-	-
Autres produits	141 466	-75 998	65 468	155 705	-71 948	83 757
Total	142 414	-75 998	66 416	192 099	-71 948	120 151

COÛT NET DU RISQUE AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Dotation aux provisions	-2 827 697	-2 675 569
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-2 611 722	-2 531 909
bucket 1	-25 826	-45 838
bucket 2	-8 800	-193 080
bucket 3	-2 577 096	-2 292 991
Provisions engagements par signature	-148 052	-92 649
bucket 1	-	-
bucket 2	-14 633	5
bucket 3	-133 419	-92 654
Autres provisions pour risques et charges	-67 923	-51 011
Reprises de provisions	2 853 627	2 738 727
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	2 641 087	2 629 878
bucket 1	1 558	22 974
bucket 2	24 041	16 284
bucket 3	2 615 488	2 590 620
Reprises de provisions engagements par signature	195 891	81 996
bucket 1	4 440	-
bucket 2	-	-
bucket 3	191 451	81 996
Reprise des autres provisions pour risques et charges	16 649	26 853
Variation des provisions	-937 398	-726 041
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-68 567	-39 946
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-896 332	-713 133
Récupérations sur prêts et créances amorties	12 863	37 781
Autres pertes	14 638	-10 743
COÛT DU RISQUE	-911 468	-662 883

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Plus-value de cession	589	490
Moins-value de cession	-18 947	-36 881
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-18 358	-36 391

CHARGE NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICIAIRES AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'impôts courant	-1 149 628	-924 268
Charge nette d'impôt différé de l'exercice	-8 372	27 480
Charge nette d'impôt sur les bénéficiaires	-1 158 000	-896 788

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉS AU 31/12/2024

L'information sectorielle de Société Générale Maroc est articulée autour des pôles d'activités suivants : • Banque Maroc et Offshore comprenant Société Générale Marocaine de Banques et la filiale Société Générale Offshore, • Filiales de Financement Spécialisées comprenant les filiales marocaines de crédit à la consommation et leasing, • Autres comprenant toutes les entités qui rentrent dans le périmètre de consolidation et qui n'exercent pas dans le secteur bancaire dont les plus significatives sont INVESTIMA, SOGECAPITAL GESTION, ATHENA COURTAGE, SOGECAPITAL BOURSE, etc.

	En milliers de Dirhams			
	Banque Maroc et Offshore	Financement spécialisées	Autres	Total
Total bilan	111 699 482	14 952 984	859 157	127 511 623
Éléments de l'actif				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 926 685	2 477	365 810	3 294 972
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	6 509 525	57	-	6 509 582
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	78 402 994	15 569 589	63	93 972 646
Immobilisations corporelles	1 878 031	71 421	294 679	2 244 131
Éléments du passif				
Dettes envers les établissements de crédit	5 977 231	764 039	7 539	6 748 809
Dettes envers clientèles	80 087 379	45 343	-	80 132 722
Dettes subordonnées	1 634 402	-	-	1 634 402
Capitaux propres	14 168 220	968 924	404 243	15 541 387
Compte de résultat				
Marge d'intérêts	3 165 678	765 684	-4 235	3 927 127
Marge sur commissions	1 358 223	46 355	227 455	1 632 033
Produit net bancaire	4 729 470	813 840	263 191	5 806 501
Charges de fonctionnement	2 027 942	298 705	45 026	2 371 673
Résultat d'exploitation	2 261 169	494 472	213 680	2 969 321
Résultat net	563 945	52 526	178 611	795 082
Résultat net part du Groupe	563 920	50 124	169 303	783 347

ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS ET REÇUS AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	-	-
Aux établissements de crédit	-	-
A la clientèle	5 854 475	9 037 019
Ouverture de crédit	-	-
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-
Total des engagements de financement donnés	5 854 475	9 037 019
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS REÇUS	-	-
des établissements de crédit	-	-
de la clientèle	185 820 256	173 213 315
Total des engagements de financement reçus	185 820 256	173 213 315
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	-	-
D'ordre des établissements de crédit	1 056 703	3 677 115
D'ordre de la clientèle	13 343 792	12 571 146
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	-	-
Autres garanties d'ordre à la clientèle	-	-
Total des engagements de garantie donnés	14 400 495	16 248 261
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	-	-
des établissements de crédit	1 771 587	892 4813
de l'état et d'autres organismes de garantie	17 124 533	10 260 042
Total des engagements de garantie reçus	18 896 121	19 184 855

PRODUITS NETS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2024	31/12/2023
Produits des activités d'assurance		
Charges afférentes aux contrats d'assurance		
Résultat des activités d'assurance	N É A N T	
Produits nets des placements liés aux activités d'assurance		
Produits ou charges financiers afférents aux contrats d'assurance		
Produits nets des activités d'assurance		

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31/12/2024

Société	Activité	% Contrôle	% Intérêts	Méthode de consolidation
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUES	Bancaire	100,00%	100,00%	IG
INVESTIMA	Société de participation	58,48%	58,48%	IG
SOGECAPITAL BOURSE	Intermédiation en bourse	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	99,94%	99,94%	IG
SOGECAPITAL PLACEMENT	Gestion d'actifs	99,96%	99,96%	IG
SOGELEASE	Leasing	100,00%	100,00%	IG
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE	Bancaire	99,92%	99,92%	IG
SOGEFINANCEMENT	Crédit à la consommation	100,00%	100,00%	IG
ATHENA COURTAGE	Courtage d'assurance	96,93%	96,93%	IG
FONCIMMO	Activité immobilière	100,00%	100,00%	IG
SOGECONTACT	Centre d'appel	99,83%	99,83%	IG
CRÉDIT EQDOM	Crédit à la consommation	56,82%	55,21%	IG
LA MAROCAINE VIE	Assurances	49,01%	49,01%	MEE
NEMA CAPITAL	Gestion d'actifs	50,00%	50,00%	IG
SOGEFONCIERE	Activité immobilière	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	IG

IG : Intégration globale - MEE : Mise en équivalence

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET DES RÉSULTATS PAR ACTION AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
Capital appelé	2 152 500	2 152 500	2 152 500
Nombres d'actions	20 500	20 500	20 500
Résultat part du groupe	783 347	1 317 134	1 205 841
Résultat par action (KMAD)	38	64	59

PARTIES LIÉES AU 31/12/2024

Relation entre les sociétés consolidées du groupe au 31/12/2024			En milliers de Dirhams	
	Entreprises consolidées par Mise en équivalence	Entreprises consolidées par Intégration Globale		
ACTIF				
Prêts, avances et titres	-	-	3 496 084	
Comptes ordinaires	-	-	1 066 218	
Prêts	-	-	2 335 772	
Titres	165 300	-	94 094	
Opérations de location financement	-	-	-	
actifs divers	867	-	53 615	
Total	166 167		3 549 699	
PASSIF				
dépôts	15 898	-	3 712 674	
Comptes ordinaires	15 898	-	1 071 923	
Autres emprunts	-	-	2 640 751	
dettes représentées par un titre	-	-	-	
passif divers	-	-	147 708	
Total	15 898		3 860 382	
Engagements de financement et de garantie	-	-	-	
Engagements donnés	-	-	-	
Engagements reçus	-	-	-	
Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisés avec les parties liées au 31/12/2024	Entreprises consolidées par Mise en équivalence	Entreprises consolidées par Intégration Globale		
Intérêts et produits assimilés	5 855	-	117 788	
Intérêts et charges assimilés	-	-	117 566	
Commissions (produits)	-	-	25 781	
Commissions (charges)	3 435	-	2 598	
Prestations de services données	-	-	-	
Prestations de services reçues	-	-	-	
Loyers reçus	-	-	-	
Autres	1 050	-	90 008	

IMMEUBLES DE PLACEMENT AU 31/12/2024

	En milliers de Dirhams						
	31/12/2023	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute							
Amortissements et provisions							
VALEUR NETTE AU BILAN							N É A N T

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

La démarche de la Société Générale Marocaine de Banques en matière de gestion des risques s'inscrit dans le cadre réglementaire en vigueur, et en ligne avec les meilleures pratiques définies au niveau international, dictés par des procédures et un dispositif de Contrôle Interne rigoureux.

Dispositif de contrôle interne :

Le dispositif de contrôle interne de la Société Générale Marocaine de Banques repose sur 3 lignes de défense, agissant de façon complémentaire et coordonnée dans le cadre d'une organisation assurant l'étanchéité des différents niveaux. Ce dispositif inclut aussi bien la banque que ses filiales consolidées.

CONTRÔLE PERMANENT

1^{ÈRE} LIGNE DE DÉFENSE

La 1^{ère} ligne de défense est en charge de la gestion quotidienne des risques.

- Les métiers, en tant que première ligne de défense, prennent des risques et sont directement responsables de leur gestion opérationnelle. À cette fin, les métiers doivent disposer de processus et de contrôles appropriés visant à s'assurer que les risques sont identifiés, analysés, mesurés, surveillés, et gérés dans les limites de l'appétit pour le risque de la banque, et que les activités liées aux métiers sont conformes aux exigences externes et internes.

- La Direction du Contrôle Permanent et des Risques Opérationnels a pour fonction de coordonner le contrôle permanent de niveau 1. Elle est à ce titre en charge de la mise en œuvre, de la coordination, du challenge et de l'animation du dispositif de contrôle de niveau 1.

2^{ÈME} LIGNE DE DÉFENSE

La deuxième ligne de défense, composée des trois fonctions Risque, Conformité et Finance, veille à ce que tous les risques soient identifiés, évalués, analysés, mesurés, surveillés, gérés et correctement remontés par les lignes métiers concernées, en formant une vue d'ensemble sur tous les risques. À ce titre, ces 3 fonctions :

- Définissent les normes, standards et procédures liés au dispositif de maîtrise du risque, et fournissent des indicateurs clés et une analyse pour le suivi global des risques.
- Évaluent le profil de risque de la banque, ainsi que l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques des BU/SU.
- Challengent et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les métiers afin de s'assurer que les processus et les contrôles mis en place par la première ligne de défense sont bien conçus et efficaces.

La Direction CN2 réalise les contrôles permanents de second niveau, afin de vérifier l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanents de premier niveau.

CONTRÔLE PÉRIODIQUE

3^{ÈME} LIGNE DE DÉFENSE

- Le contrôle périodique (inspection/ audit) constitue la troisième ligne de défense. Il est strictement indépendant des métiers et du contrôle permanent.

- En tant que troisième ligne de défense, le contrôle périodique aide la banque à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôles et de gouvernance d'entreprise. Il évalue la qualité de la gestion des risques au sein du périmètre audité, la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle permanent.

- La fonction de contrôle périodique est également en charge de la revue indépendante des deux premières lignes de défense.

Gestion globale des risques :

Chaque année, Société Générale Marocaine de Banques conduit une revue de son « appétit pour le risque ». L'objectif est de définir le niveau de prise de risque acceptable au regard des ambitions de développement des métiers. Cet exercice s'appuie sur les processus clés d'identification des risques, et est conduit en cohérence avec les autres processus stratégiques de la banque tels que le plan stratégique et financier (PSF), le processus d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP) et le plan de redressement de crise interne (PRCI).

L'appétit pour le risque est ainsi formalisé de manière qualitative, au travers d'un ensemble de principes et politiques applicables aux différents types de risques et quantitative, au travers d'un dispositif d'encadrement d'indicateurs clés selon la nature de risque, par des limites et des seuils d'alerte.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE en tant qu'organe d'administration, approuve l'appétit au risque et s'assure de son respect au travers un dispositif d'alerte ad hoc. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE a institué deux Comités chargés de l'assister en matière de suivi des Risques et d'évaluation du dispositif de Contrôle Interne :

- LE COMITE DES RISQUES, en charge des risques de crédit, des risques de marché et du suivi des indicateurs d'appétit au risque.
- LE COMITE D'AUDIT, qui, outre la validation des comptes du Groupe, est chargé du pilotage des Risques Opérationnels, des risques de non-conformité, des risques structurels ; et de l'évaluation du Contrôle Interne.

Cette approche permet un pilotage adéquat de la stratégie de la banque en ligne avec son appétit au risque et dans le respect des exigences de Bank Al-Maghrib.

1. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit constitue un risque majeur auquel la banque est exposée, son encadrement et sa gestion rigoureuse est primordiale pour permettre le développement des activités de la banque. La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur les leviers ci-dessous pour une gestion proactive du risque de crédit :

1.1. Une filière risque de crédit experte et indépendante :

La filière risques de crédit est du ressort de la Direction des Risques et du Recouvrement qui couvre l'ensemble des aspects relatifs à l'octroi des crédits et à la surveillance des engagements, en plus de la supervision de l'activité du recouvrement précontentieux et contentieux.

L'organisation de la filière Risque obéit aux principes généraux suivants :

- Indépendance de la filière risque vis-à-vis de la filière commerciale : la filière risque est indépendante hiérarchiquement de la filière Commerciale au siège et en région. Ce principe vise à assurer une gestion saine et transparente des risques en évitant la dilution des responsabilités et les conflits d'intérêts ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la surveillance des risques : les activités d'octroi de crédit et de surveillance des risques sont prises en charge par des entités distinctes ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la production de crédit : les activités d'octroi de crédit et de production de crédit sont prises en charge par des entités distinctes.
- L'octroi de crédit est exercé en fonction de limites d'autorisations déléguées aux divers intervenants en fonction du montant, de la nature des crédits, des garanties et de la notation des clients.

1.2. Des politiques de Risque de crédit en matière d'octroi revues régulièrement :

La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur des Politiques de Risque de crédit en matière d'octroi dument formalisées et actualisées chaque année. Les principes généraux régissant ces politiques d'octroi sont rappelés ci-dessous :

- La banque privilégie une perspective de relation clientèle à moyen et long terme, en ciblant à la fois des clients avec lesquels la banque a une relation établie de confiance et des prospects présentant un potentiel de développement d'affaires rentable à moyen terme.
- Toute prise d'engagement de crédit s'appuie sur une connaissance approfondie du client et une bonne compréhension de la finalité de l'opération. L'acceptabilité du risque repose en premier lieu sur la capacité de l'emprunteur à faire face à ses engagements, notamment au travers des flux de trésorerie qui assureront la bonne fin de l'opération. La prise de sûretés est recherchée pour réduire le risque de perte en cas de défaillance de la contrepartie mais ne peut, sauf exception, constituer la seule justification de la prise de risque.
- Les sûretés sont évaluées en appliquant des décotes de prudence et en portant une attention particulière à la faculté effective de leur mise en œuvre.
- La mise en place d'opérations complexes ou présentant un profil de risque spécifique relève d'équipes spécialisées disposant du niveau de compétence et d'expertise requis.
- Les politiques d'octroi de crédit de la Société Générale Marocaine de Banques doivent se conformer aux critères définis dans le cadre de la politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) ; Une orientation forte est de diminuer le soutien de la banque aux secteurs polluants et de s'engager de manière volontariste sur le financement des énergies renouvelables.
- La notation des contreparties constitue un critère clé de la politique d'octroi et sert de base au dispositif de délégation déployé dans la filière commerciale et la filière risque. Le dispositif de notation s'appuie sur des modèles internes conformes aux exigences réglementaires. Une vigilance particulière est apportée à la mise à jour régulière des notations (qui en tout état de cause sont soumises à une revue annuelle).
- La Société Générale Marocaine de Banques recherche une diversification des risques en encadrant le risque de concentration et en maintenant une politique de division des risques à travers un partage avec d'autres partenaires financiers (banques ou organismes de cautionnement).

1.3. Dispositif de Notations

Lors de la décision d'octroi des crédits, les clients de la banque font l'objet d'une notation, définie suivant les standards Société Générale et annuellement mise à jour. En plus du langage commun des risques qu'elle instaure, la notation a pour but :

- D'aider à la prise de décision ;
- De permettre de suivre l'évolution de la qualité du risque de la contrepartie ;
- De déterminer l'étendue des délégations pour l'octroi des concours ;
- D'apprécier la qualité des risques sur un portefeuille donné.

1.4. Dispositif de surveillance des risques :

Le monitoring du portefeuille et le dispositif de recouvrement constituent des axes majeurs pour la gestion opérationnelle du risque de crédit :

- La gestion proactive des risques dégradés est la clé pour contenir le risque de perte finale en cas de défaillance d'une contrepartie. À ce titre, la Société Générale Marocaine de Banques met en place des procédures rigoureuses et de outils de détection précoce et de mise sous surveillance et/ou de suivi renforcé des contreparties dont le profil de risque est en dégradation.
- Les contreparties saines dont le profil de risque est en dégradation significative doivent être classées avec diligence en « Noms sous surveillance » (« Watch List ») à l'initiative de la Direction des Risques ou de la filière Commerciale afin de faire l'objet d'une surveillance rapprochée. En cas de défaut de la contrepartie et afin de minimiser le risque de perte finale, la gestion individuelle des dossiers les plus importants est confiée à des équipes spécialisées de recouvrement, séparées des unités responsables de l'origine du prêt.
- Le dispositif de recouvrement aussi bien en phase amiable que contentieuse, est soutenu par l'amélioration de l'expertise des acteurs du recouvrement, la mise en place d'outils et d'indicateurs pour le suivi du taux d'efficacité et du taux d'encaissement par phase de recouvrement. Les dossiers importants ou sensibles Retail / Non Retail sont confiés à la Direction des Affaires Spéciales, rattachée au Directoire, pour un circuit de décision plus court sur ces dossiers.

2. RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché désignent le risque de perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ils concernent l'ensemble des opérations du portefeuille de négociation et certains portefeuilles bancaires. Ils incluent le risque de change et le risque de taux.

L'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs :

- Un ensemble de Stress-Tests multi-facteurs historiques (scénarios déjà observés par le passé) et hypothétiques (scénarios élaborés avec les économistes de la banque) permettant de prendre en compte des perturbations de marché exceptionnelles d'occurrence décennale. Ces indicateurs calculent la perte résultant d'une évolution sévère des paramètres de marché sur une durée correspondant au temps permettant de déboucler ou de couvrir les positions concernées. La limite en Stress Test Global porte sur le scénario le plus dégradé.
- Ces scénarios sont complétés par un ensemble de stress-tests adverses calculés par activité ou facteur de risque (cours spot, la volatilité, corrélation au sein des classes d'actifs désignés par les familles de sous-jacents : taux, change et crédit) pour prendre en compte des risques extrêmes sur un marché spécifique.

- Les indicateurs en « sensibilité » et en « NPV » permettent d'encadrer la taille des positions : les sensibilités sont calculées sur les principaux facteurs de risques de valorisation ; les encadrements en NPV (les limites émetteurs) sont utilisés pour les positions significatives en termes de risque. Aussi, les sensibilités peuvent être limitées à certaines maturités.
- D'autres indicateurs sont aussi utilisés : durée de détention maximale d'une position, le spread de crédit ainsi que le stress test de crédit.
- Un encadrement du risque de change à travers une limite de position de change Globale ainsi que des limites par devise. Ces limites sont exprimées en NPV « Net Present Value ».

Ces indicateurs calculés quotidiennement sont encadrés par un ensemble de limites, définies et calibrées par la Direction des Risques en liaison avec le Front Office.

En complément du suivi quotidien réalisé en fin de journée, un suivi des risques de marchés en Intraday est mis en place visant à s'assurer du respect des limites d'encadrement via 3 RUNs paramétrés courant la journée. Ce dispositif porte sur les 3 métriques suivantes : Position de change FX, Sensibilité de taux d'intérêt et risque émetteur.

3. RISQUE DE RÈGLEMENT-LIVRAISON

Le risque de règlement-livraison sur instruments financiers survient lorsque des opérations (de gré à gré au comptant ou à terme) donnent lieu à un décalage dans le temps (habituellement de quelques heures) entre le paiement et la livraison du sous-jacent (titres, FX, etc.) lors de leur dénouement.

Sa matérialisation dépend ainsi des modalités de règlement. À noter que le traitement des opérations Marchés à la Société Générale Marocaine de Banques se fait selon le mode de règlement/livraison DVP qui ne génère pas de risque de livraison pour les clients Corporate, ce risque peut ponctuellement être pris sur certaines Instituts Financières bien notées, dans le cadre de limite prédéfinies.

Pour les activités titres le risque de règlement livraison est mitigé par le processus de confirmation au niveau de la plateforme du dépositaire central MAROCLEAR et en interne par la prise en charge d'une réservation de fonds pour chaque opération.

4. RISQUES DE CONTREPARTIE LIES AUX OPÉRATIONS DE MARCHÉS

Le risque de contrepartie est le risque de crédit sur les opérations de marché (change à terme, swap de change et repo/reverse repo). Le risque de contrepartie est composé du risque de remplacement en cas de défaut d'une de nos contreparties. La valeur future de l'exposition face à une contrepartie ainsi que sa qualité de crédit sont incertaines et variables dans le temps, toutes deux étant affectées par l'évolution des paramètres de marché. Ce risque est mesuré par les pertes potentielles liées à l'incapacité des contreparties à honorer leurs engagements. La CVaR mesure l'exposition future potentielle liée au risque de remplacement en cas de défaut de la contrepartie. La CVaR est calculée pour un niveau de confiance de 99 % à différents horizons temporels.

Les risques de contrepartie liés aux opérations de marchés sont encadrés par des limites CVaR que le FrontOffice est tenu de respecter lors de la conclusion des deals. Ces limites sont définies en fonction du besoin du client et validées par la filière risque.

5. LE RISQUE DE LIQUIDITÉ ET RISQUE DE FINANCEMENT

Le risque de financement se définit comme le risque pour la banque de ne pas pouvoir financer le développement de ses activités pour un volume compatible avec ses objectifs commerciaux et à un coût compétitif par rapport à ses concurrents. La capacité à lever des financements s'articule autour :

- d'une possibilité de levée sur le marché de Titres de Créances Négociables (dettes jusqu'à 7 ans) ;
- de la possibilité d'émettre de la dette Obligataire Subordonnée sur le LT (10 ans ou plus) pour les besoins prudentiels et de couverture ALM sur le long terme.

Le risque de liquidité est généré par le décalage dans le temps des flux d'actifs et de passifs, représente donc pour un établissement de crédit l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagements ou à ses échéances même par la mobilisation de ses actifs. Deux sources majeures peuvent générer une telle situation :

- L'incapacité d'un établissement à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts et un tirage de lignes hors-bilan ; et ce à travers le financement d'actifs à moyen et long terme par des passifs à court terme. C'est un risque dit légal ou de mort subite.
- Un risque de financement ou aussi appelé risque économique lié au coût de financement ou aussi de placement. L'établissement peut subir un renchérissement des ressources consécutif, par exemple, à des tensions sur les marchés. L'établissement s'expose ainsi au risque d'une hausse du coût de la liquidité, qui peut alors aller au-delà de ce que l'établissement avait espéré initialement dans le crédit au titre du risque de liquidité (via le TCI).

La gestion du risque de liquidité repose sur le calcul et le suivi proactif de plusieurs indicateurs réglementaires et internes.

5.1. Respect des obligations réglementaires

La Société Générale Marocaine de Banques a pour objectif de respecter le ratio réglementaire de Liquidity Coverage Ratio (LCR) avec une marge de sécurité suffisante.

Société Générale Marocaine de Banques vise également à anticiper l'entrée en vigueur du ratio réglementaire Net Stable Funding Ratio (NSFR). Bien que le pilotage de cet indicateur ne soit toujours pas en vigueur, la Société Générale Marocaine de Banques le calcul pour les besoins du Groupe.

Pour les stress test réglementaires préconisés par BAM (directive N° G/2/201), la banque veille au respect du minimum exigé, pour chaque scénario.

5.2. Gestion de la liquidité en interne

En plus de l'approche réglementaire, un pilotage du risque de liquidité est réalisé selon une approche interne, basée sur des limites en fonction des métriques calculées et d'autres limites pour la gestion de trésorerie, en scénario Business as Usual (BAU) ou selon des stress testes.

Pour chaque limite, tout franchissement de seuil d'alerte déclenche automatiquement un plan d'action de couverture. Ces plans de mitigation sont proposés par l'ALM lors des comités ALM et validé par le directoire.

6. RISQUES STRUCTURELS DE TAUX

L'exposition structurelle aux risques de taux d'intérêt et de change résulte des opérations commerciales et de leur couverture dans le portefeuille bancaire. La Société Générale Marocaine de Banques mesure et encadre de façon stricte les risques structurels. Les risques de taux et de change liés au portefeuille de négociation n'entrent pas dans le périmètre de mesure des risques structurels. Ils relèvent des risques de marché.

Le risque structurel de taux désigne le risque – avéré ou prospectif – que présente, pour les fonds propres et les résultats de la Banque (donc pour la Valeur Actuelle Nette et la Marge Nette d'Intérêt), l'incidence de fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur les éléments de son portefeuille bancaire.

On distingue principalement quatre types de risque :

- le risque de niveau des taux ;
- le risque de courbe, lié à la structure par échéance des instruments du portefeuille bancaire ;
- le risque d'optionnalité, lié aux options automatiques ou comportementales (typiquement le droit pour un emprunteur de rembourser un emprunt à taux fixe sans pénalité) ;
- le risque de base correspondant à l'incidence des variations relatives des différents indices de taux présents au bilan et hors-bilan.
- Ces quatre types de risque peuvent faire varier la valeur, ou le rendement (ou le coût) des actifs, passifs et postes de hors-bilan sensibles aux taux d'intérêt.

Pour suivi du risque de taux, Société Générale Maroc se base sur des indicateurs pouvant être scindés en deux types :

1. Indicateurs de la valeur

- Le gap de taux des éléments du bilan et hors bilan amortis, dans lequel les écoulements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements de la clientèle (notamment pour les dépôts à vue, l'épargne à régime spécial et les crédits remboursables par anticipation), complétés d'hypothèses à caractère conventionnel sur certains postes du bilan ;
- La sensibilité de la Valeur Actuelle Nette (« VAN ») des éléments de bilan sur le bloc bancaire à taux fixe (à l'actif ou au passif) aux mouvements de taux d'intérêt, selon différents scénarios.

2. Indicateurs de revenu, avec la mesure de la sensibilité de la marge nette d'intérêt (« MNI ») selon des hypothèses de stress test de variation de la courbe des taux à des horizons prédéfinis.

7. RISQUES STRUCTURELS DE CHANGE

Le risque de change est le risque de perte lié à la présence de positions de change au sein du bilan. Il y a position de change dès lors que le bilan enregistre un avoir ou une dette dans une devise différente de la devise d'exercice (devise de reporting), sans l'exacte contrepartie de l'autre côté du bilan.

L'exposition au risque structurel de change est mesurée par l'indicateur de position de change pour chaque devise et sur les opérations de bilan/hors bilan structurelles, encadré par une limite.

8. RISQUE PAYS

L'activité de Société Générale Maroc peut conduire à prendre du risque sur des contreparties en dehors du territoire marocain (ex : garantie reçue par Société Générale Maroc émise par une banque non marocaine dans le cadre de financements locaux ou confirmation de crédits documentaires export). Société Générale Maroc met en place, sur avis du groupe Société Générale, une limite maximale d'exposition par pays pour encadrer ce risque.

9. RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel, des systèmes d'information ou d'événements extérieurs. Il comprend notamment le risque de non-conformité et le risque d'atteinte à la réputation.

9.1. Risque de non-conformité

La fonction de conformité est chargée du suivi du risque de non-conformité, définie comme étant le risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions législatives et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de déontologie.

À cet effet, Société Générale Maroc s'attache à respecter strictement les réglementations nationales et internationales auxquelles elle doit se soumettre compte tenu de ses activités.

Afin de respecter ces règles, Société Générale Maroc veille notamment à :

- Connaître ses clients en mettant en œuvre les vigilances nécessaires de KYC (Know Your Customer) ;
- Travailler avec des clients et des partenaires dont les pratiques sont conformes aux règles et standards internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Travailler avec des clients, ou réaliser des transactions dans le respect des règles d'embargos et de sanctions financières internationales ;
- Offrir des produits et des services de conseil et travailler avec des partenaires dans le respect des réglementations en matière de protection de la clientèle ;
- Mettre en œuvre les diligences nécessaires et réaliser ses transactions dans le respect de l'intégrité des marchés ;

- Mettre en œuvre une politique et déployer un dispositif de lutte contre la corruption, prévenir et gérer les conflits d'intérêts, veiller au comportement responsable de ses collaborateurs dans le respect du Code de Conduite ;
- Appliquer ses engagements en matière de transparence fiscale ;
- Respecter la protection des données de ses clients et de ses collaborateurs.

9.2. Risque de réputation

La maîtrise du risque de réputation est fondée avant tout sur une approche préventive. Pour ce faire, Société Générale Maroc :

- S'attache à maîtriser strictement le risque de non-conformité et de conduite non appropriée ;
- S'est engagée, en tant qu'acteur responsable, à agir conformément à un code de conduite formalisé et à un ensemble d'instructions internes. Au-delà de ce cadre, les transactions et relations commerciales susceptibles de créer une atteinte à la réputation de Société Générale Maroc, en lien avec ces sujets, font l'objet d'une identification et d'une analyse spécifique ;
- Soumet tout projet de nouveau produit, service ou activité à un processus d'approbation préalable visant à assurer que les risques induits, de toutes natures, sont identifiés, évalués, atténués dans la mesure du possible et acceptés dans leur part résiduelle. Dans ce cadre, le risque d'atteinte à la réputation de Société Générale Maroc fait l'objet d'une analyse spécifique ;
- Approfondit la connaissance de ses clients afin de leur proposer des produits et services adaptés à leur situation, à leurs besoins et à leur degré d'expertise, et s'attache constamment à fournir des services de qualité. Une attention particulière est portée aux signes d'insatisfaction de la clientèle transmis notamment par les réclamations écrites et orales.

9.3. Autres risques opérationnels

Au-delà des risques cités ci-avant, Société Générale Maroc encourt d'autres risques opérationnels inhérents à ses activités : erreurs d'exécution, fraude interne et externe, défaillance des systèmes d'information, actes de malveillance contre les systèmes informatiques, perte de moyens d'exploitation, litiges commerciaux, non-respect d'obligations fiscales, etc.

Société Générale Maroc se donne pour objectif d'assurer la maîtrise de ces risques à travers :

- Une analyse de l'environnement en termes de risque opérationnel et un système de détection des signaux faibles ;
- Le déploiement de processus de traitement sécurisés, de dispositifs de prévention spécifiques ;
- Un dispositif de contrôle interne robuste ;
- La mise en place d'indicateurs clés de suivi et de contrôles des risques (KRI) ;
- La promotion d'une « culture risques » solide en matière de risques opérationnels.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024



GROUPE SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDEE

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

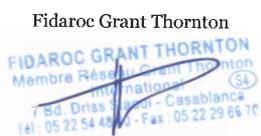
Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire consolidée de la Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales (Groupe Société Générale Marocaine de Banques) comprenant l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 15 541 387 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 795 082 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire consolidée, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Société Générale Marocaine de Banques arrêtés au 31 décembre 2024, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 mars 2025

Les Commissaires aux Comptes



Ghali GUESSOUS
Associé



Mohamed RQIBATE
Associé

COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BANQUE OFFSHORE AU 31/12/2024

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF	(en KUSD)	
	31/12/2024	31/12/2023
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12	18
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 776	8 167
. À vue	58 776	8 167
. À terme	-	-
3. Créances sur la clientèle	141 943	124 298
. Crédits de trésorerie et à la consommation	77 997	70 986
. Crédits à l'équipement	63 946	53 311
. Autres crédits	-	1
4. Créances acquises par affacturage	-	-
5. Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	-	-
6. Autres actifs	3 314	1 863
7. Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
8. Titres de participation et emplois assimilés	-	-
9. Créances subordonnées	-	-
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
11. Immobilisations incorporelles	259	296
12. Immobilisations corporelles	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	204 304	134 642

HORS BILAN AU 31/12/2024

HORS BILAN	(en KUSD)	
	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNÉS	7 947	5 802
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	434	1 445
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	7 513	4 357
5. Titres achetés à réméré	-	-
6. Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	106 444	113 127
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	106 444	113 127
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	-	-
10. Titres vendus à réméré	-	-
11. Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2024

	(en KUSD)	
	31/12/2024	31/12/2023
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8 291	8 151
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 680	1 356
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 911	5 244
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4. Produits sur titres de propriété	-	-
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6. Commissions sur prestations de service	1 619	1 497
7. Autres produits bancaires	81	54
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 393	2 152
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	923	1 873
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
12. Autres charges bancaires	470	280
III. PRODUIT NET BANCAIRE	6 898	5 999
13. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
14. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 237	1 256
15. Charges de personnel	-	-
16. Impôts et taxes	-	-
17. Charges externes	1 163	1 201
18. Autres charges générales d'exploitation	38	10
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	36	45
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	-	210
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
21. Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
22. Autres dotations aux provisions	-	210
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-	10
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
24. Récupérations sur créances amorties	-	-
25. Autres reprises de provisions	-	10
VII. RÉSULTAT COURANT	5 661	4 543
26. Produits non courants	41	27
27. Charges non courantes	347	50
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	5 354	4 520
28. Impôts sur les résultats	2 209	1 804
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	3 145	2 716
TOTAL PRODUITS	8 331	8 188
TOTAL CHARGES	5 186	5 473
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	3 145	2 716

PASSIF	(en KUSD)	
	31/12/2024	31/12/2023
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	60 406	24 264
. À vue	-	-
. À terme	60 406	24 264
3. Dépôts de la clientèle	129 010	95 616
. Comptes à vue créditeurs	127 656	94 026
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	231
. Autres comptes créditeurs	1 354	1 359
4. Titres de créance émis	-	-
. Titres de créance négociables émis	-	-
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
5. Autres passifs	3 549	3 847
6. Provisions pour risques et charges	555	559
7. Provisions réglementées	-	-
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
9. Dettes subordonnées	-	-
10. Écarts de réévaluation	-	-
11. Réserves et primes liées au capital	7 135	7 135
12. Capital	500	500
13. Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
14. Report à nouveau (+/-)	4	4
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	3 145	2 716
TOTAL DU PASSIF	204 304	134 642

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2024



SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la **SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A** comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KUSD 10 784 dont un bénéfice net de KUSD 3 145, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la **SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A** arrêtés au 31 décembre 2024, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Casablanca, le 25 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
Casablanca
7 Bd. Dr. Slaoui, Casablanca
Tél : 05 22 54 33 00 - Fax : 05 22 29 86 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BANQUE OFFSHORE AU 31/12/2024

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 31/12/2024

	(en KUSD)	
I - Tableau de formation des résultats	31/12/2024	31/12/2023
1.(+) Intérêts et produits assimilés	6591	6599
2.(-) Intérêts et charges assimilés	923	1873
MARGE D'INTÉRÊT	5668	4727
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
5.(+) Commissions perçues	1619	1497
6.(-) Commissions servies	-	-
Marge sur commissions	1619	1497
7.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
8.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
9.(+) Résultat des opérations de change	-221	-62
10.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	-221	-62
11.(+) Divers autres produits bancaires	-	-
12.(-) Diverses autres charges bancaires	168	163
PRODUIT NET BANCAIRE	6898	5999
13.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	-	-
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
16.(-) Charges générales d'exploitation	1237	1256
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5661	4743
17.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
18.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-	200
RÉSULTAT COURANT	5661	4543
RÉSULTAT NON COURANT	-307	-23
19.(-) Impôts sur les résultats	2209	1804
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	3145	2716

	(en KUSD)	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2024	31/12/2023
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	3145	2716
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	36	45
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	210
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	-	-
25.(-) Reprises de provisions	-	-10
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	3181	2961
31.(-) Bénéfices distribués	-2716	-742
(+) AUTOFINANCEMENT	465	2219

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2024

	(en KUSD)	
	31/12/2024	31/12/2023
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	8291	8151
2.(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	40	-
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1393	-2152
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-347	-
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-1201	-1211
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-	-
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	5390	4788
Variation des :	-	-
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
9.(+) Créances sur la clientèle	-17645	-7125
10.(+) Titres de transaction et de placement	-	-
11.(+) Autres actifs	-1452	-426
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	36143	-7293
14.(+) Dépôts de la clientèle	33394	1080
15.(+) Titres de créance émis	-	-
16.(+) Autres passifs	-2511	154
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	47929	-13610
III.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	53319	-8822
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
21.(+) Intérêts perçus	-	-
22.(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-	-
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24.(+) Émission de dettes subordonnées	-	-
25.(+) Émission d'actions	-	-
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27.(-) Intérêts versés	-	-
28.(-) Dividendes versés	-2716	-742
V.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-2716	-742
VI.VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	50603	-9564
VII.TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	8185	17749
VIII.TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	58788	8185